

UNIVERSITÉ DES NATIONS UNIES

Rapport annuel 2000

MESSAGE DU RECTEUR

Approfondir les connaissances en matière de sécurité et de développement humains : mise en oeuvre du Plan stratégique

Cette année a certainement été, pour le système des Nations Unies, une année consacrée à la réflexion sur l'avenir. Dans son rapport « *Nous, les peuples* », le Secrétaire général, Kofi Annan, a exposé à l'Assemblée du Millénaire comment il envisageait l'évolution de l'Organisation, et le Sommet du Millénaire a rassemblé presque tous les dirigeants mondiaux pour donner un élan nouveau à la recherche d'une solution aux problèmes les plus brûlants de la planète. Ensemble, ce rapport et la Résolution du Millénaire reflètent un consensus pour l'avenir ainsi qu'un engagement général, sinon unanime, de s'attaquer aux problèmes pressants auxquels nous sommes tous confrontés. L'Université des Nations Unies (UNU) est résolue à y contribuer dans toute la mesure où elle le pourra.

L'année 2000 a également marqué le vingt-cinquième anniversaire du début des activités de l'UNU. Nous avons organisé au Centre de l'UNU, à Tokyo, une conférence spéciale pour prendre du recul, analyser les enseignements retirés de l'expérience acquise et tracer la marche à suivre pour l'avenir, et aussi, comme il va de soi, pour célébrer un peu cet anniversaire. Nous avons eu l'honneur d'avoir parmi nous d'anciens Recteurs et d'autres personnes qui ont tant contribué à mettre sur pied l'Université puis à la transformer rapidement en une communauté de chercheurs véritablement mondiale. Élisabeth Rose, en particulier, qui a joué un rôle si important en persuadant le Gouvernement japonais d'accueillir l'UNU, est un exemple remarquable du rôle que la société civile jouait déjà il y a plus d'un quart de siècle. L'ancien Secrétaire général, U Thant, qui avait été le premier à proposer officiellement la création de l'UNU, était représenté par son petit-fils, lui aussi au service de l'Organisation des Nations Unies. La première Conférence à Nagai, en l'honneur de Michio Nagai, ancien Ministre japonais de l'éducation, a été prononcée par Justin Thorens, ancien Président de l'Association internationale des universités et ancien membre du Conseil de l'UNU.

La mission que l'Assemblée générale a assignée à l'Université il y a 25 ans – aider à résoudre les problèmes mondiaux urgents liés à la survie, au développement et au bien-être de l'humanité – n'a rien perdu de son urgence. En fait, dans une économie mondiale mue par le savoir, il importe au plus haut point que l'UNU joue un rôle accru en aidant l'Organisation des Nations Unies et tous les peuples du monde à satisfaire les aspirations et les besoins nouveaux. Le savoir revêt une importance de plus en plus capitale dans les activités de l'Organisation des Nations Unies, qu'il s'agisse de maintenir la paix, de promouvoir le développement, de combattre la maladie ou de chercher à préserver le patrimoine commun de l'humanité. Nous devons, nous en sommes conscients, contribuer à faire mieux comprendre, mieux saisir et mieux devancer les forces énormes qui reconfigurent le monde et l'Organisation des Nations Unies elle-même. Ces objectifs sont ambitieux mais aussi, je crois, extrêmement importants.

C'est dans ce contexte que nous avons commencé cette année à mettre en oeuvre le *Plan stratégique 2000*, adopté par le Conseil de l'UNU en décembre 1999. Ce plan a mis en relief notre objectif global, qui est d'« *approfondir les connaissances*

en matière de sécurité et de développement humains», et les mesures à adopter pour faire de l'Université une organisation qui puisse plus efficacement promouvoir les recherches et le renforcement des capacités. Outre nos activités académiques, nous nous sommes particulièrement attachés, cette année, à resserrer nos liens avec nos parties prenantes, en particulier avec les gouvernements, les populations et les milieux d'affaires des pays hôtes de la famille de l'UNU, et surtout du Japon. Aucun de nos travaux n'aurait été possible sans leur générosité. L'UNU s'attache également à resserrer ses contacts avec les groupes de chercheurs, organisations internationales et industries qui partagent les mêmes objectifs.

Ce rapport annuel expose à grands traits les principaux thèmes sur lesquels nous avons travaillé cette année. L'on trouvera dans les chapitres qui suivent des informations plus détaillées sur les mesures qui ont été adoptées pour mettre en oeuvre le Plan stratégique en 2000, et tel sera évidemment le cas aussi des futurs rapports annuels. J'espère que ce rapport permettra de bien comprendre comment nous essayons de trouver des réponses et d'organiser une formation utiles pour résoudre les importants problèmes de principe que soulèvent la sécurité et le développement humains.

Je vous encourage à conjuguer vos efforts aux nôtres pour contribuer à réaliser les objectifs de l'Organisation des Nations Unies.

Le Recteur
(Signé) **Hans van Ginkel**

BILAN DE L'ANNÉE

Introduction

L'objectif primordial de l'Université des Nations Unies est d'approfondir les connaissances pour promouvoir la sécurité et le développement humains. Son rapport annuel ne rend pas compte en détail de toutes les études et recherches menées par l'Université dans ce but, mais l'on trouvera ci-après quelques indications sur les traits saillants de nos opérations au cours de l'année 2000. Les chapitres suivants rendent compte plus en détail de l'avancement de nos travaux dans chacun de nos principaux domaines d'activité.

En décembre 1999, le Conseil d'administration a adopté le *Plan stratégique 2000 : Approfondir les connaissances en matière de sécurité et de développement humains*, et nous avons commencé, en 2000, à appliquer les mesures identifiées dans le Plan, notamment pour améliorer la qualité et la pertinence de nos recherches et de nos activités de renforcement des capacités ainsi que l'efficacité de notre gestion. Dans le même temps, nous nous sommes attachés à resserrer nos liens avec nos partenaires des milieux universitaires internationaux, du système des Nations Unies et des pays en développement ainsi qu'avec nos parties prenantes dans les pays hôtes de la famille de l'ONU, et en particulier le Japon.

L'année a commencé par une manifestation majeure : en janvier, l'ONU a organisé à Tokyo, sur le thème *l'Organisation des Nations Unies et la gouvernance mondiale au seuil du nouveau Millénaire*, la première grande Conférence des Nations Unies du nouveau Millénaire, avec pour but de faire le point des principales tendances internationales et d'échanger des idées nouvelles sur le rôle que peut jouer l'Organisation des Nations Unies et, plus généralement, sur les défis auxquels est confrontée l'humanité. Le Secrétaire général a relevé que la documentation de la Conférence lui avait été d'une aide précieuse pour la préparation du rapport qu'il a présenté à l'Assemblée du Millénaire (A/54/2000).

L'année 2000 a été emprunte aussi d'une importance particulière pour l'Université des Nations Unies, dans la mesure où elle a marqué le vingt-cinquième anniversaire du début de ses activités. Pour célébrer cet anniversaire, nous avons organisé dans les locaux de l'ONU, à Tokyo, une conférence spéciale à laquelle ont participé nombre de ceux qui avaient contribué à mettre sur pied et à développer l'Université. L'ONU est jeune pour une institution académique, mais elle a indubitablement franchi un chemin considérable depuis que ses activités ont commencé il y a 25 ans. Comportant initialement trois programmes seulement, l'ONU se compose aujourd'hui du centre de Tokyo, de 12 centres et programmes de recherche et de formation et d'un réseau mondial d'institutions et de chercheurs. L'Université mène à l'heure actuelle une large gamme d'activités de recherche, de formation de spécialistes et de diffusion de connaissances en vue de promouvoir la réalisation des buts et des principes énoncés dans la Charte de l'Université des Nations Unies.

Encadré : La mission et les principaux aspects du rôle de l'UNU

Mission : « contribuer, par la recherche et le renforcement des capacités, à résoudre les problèmes mondiaux urgents auxquels l'ONU et ses États Membres accordent une attention prioritaire ».

Quatre rôles essentiels :

- Constituer une communauté internationale de chercheurs;
- Servir de pont entre l'ONU et la communauté universitaire internationale;
- Être un groupe de réflexion pour l'ONU;
- Apporter un soutien à la création de capacités, notamment dans les pays en développement.

L'Université a axé ses travaux sur deux domaines thématiques : i) *Paix et gouvernance* et ii) *Environnement et développement durable*. A l'intérieur de ces grands domaines thématiques, le *Plan stratégique 2000* a identifié cinq aspects qui affectent la sécurité et le développement humains sur lesquels l'UNU puisse regrouper ses activités : i) paix; ii) gouvernance; iii) développement; iv) science, technologie et société; et v) environnement. L'Université entreprend des travaux de recherche, dispense une formation et établit des réseaux portant sur un large éventail de questions les plus diverses allant de la pauvreté aux technologies de l'information, aux changements climatiques ou aux interventions humanitaires. Les résultats des travaux de l'Université sont diffusés par l'intermédiaire de groupes de haut niveau, de conférences, d'ateliers, de livres, de journaux et de bulletins ainsi que sur Internet.

Conseil d'administration

Le Conseil de l'Université, qui est son organe directeur, a tenu sa quarante-septième session à l'Institut international de technologie des logiciels (UNU/IIST), dans la région autonome chinoise de Macao, du 20 au 24 novembre 2000. Ses débats ont porté sur quatre grands thèmes :

- i) examen des activités réalisées pendant l'année;
- ii) renforcement que la contribution de la recherche et les activités de renforcement des capacités de l'UNU peuvent apporter aux efforts du système des Nations Unies;
- iii) resserrement des liens avec les pays en développement et accroissement de la participation de ces pays aux activités de l'UNU;
- iv) mobilisation de ressources; et
- v) identification des principaux thèmes et projets en matière de relations publiques en 2001.

Paix et gouvernance

Paix – L'enchaînement des conflits et des événements au Kosovo ont constitué pour la communauté internationale des défis complexes. Si l'intervention de l'OTAN a indubitablement eu des résultats, court-circuiter le Conseil de sécurité de l'ONU pour lancer une action militaire a été un précédent très troublant. Dans un monde plein de conflits complexes, la communauté internationale est confrontée à un difficile di-

lemme dans la mesure où elle sera critiquée si elle intervient comme si elle n'intervient pas. La question clef est la suivantes : face à un autre holocauste ou à un génocide de type Rwanda, d'une part, et un veto du Conseil de sécurité, de l'autre, que faut-il faire? Comme il n'y a pas de réponse claire, il importe de s'attacher d'urgence à dégager un nouveau consensus sur les interventions de caractère humanitaire.

L'initiative sur le règlement des conflits et les questions ethniques (INCORE), programme conjoint de l'ONU et de l'Université de l'Ulster, a débouché sur l'organisation d'un séminaire sur le thème « *Sortir de la violence* » pour chercher à identifier les facteurs qui facilitent ou au contraire entravent les processus de paix. Ce travail porte principalement sur la négociation, la réforme constitutionnelle, la violence politique, l'économie politique, les influences externes, l'opinion publique et le symbolisme. Il est fréquent que les processus de paix n'aboutissent à rien, mais chacune de leurs étapes permet souvent d'obtenir certains succès. Les recherches sont parvenues à la conclusion que la recherche de modèles comparatifs deviendra très probablement un aspect important des processus de paix internes.

Gouvernance – Les travaux du Centre de l'ONU sur la légitimité des organisations internationales ont fait apparaître certains des avantages comparatifs des organisations internationales et certains des créneaux qu'elles peuvent occuper. Les analyses traditionnelles ont mis l'accent sur une explication institutionnelle, à savoir les carences techniques qui ont marqué le fonctionnement et l'exécution des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et les défaillances du processus décisionnel du Conseil de sécurité. Les études de l'ONU, toutefois, ont mis en relief l'importance critique que revêtent les normes et les sources de légitimité de la culture démocratique internationale contemporaine. La conclusion est que l'aspect normatif de la politique internationale a un impact décisif sur les débats politiques ainsi que sur les décisions et comportements des acteurs politiques.

L'année 2000 a été marquée par des protestations sans précédent contre les principales organisations sur lesquelles reposent la gouvernance économique mondiale. L'Organisation mondiale du commerce (OMC), en particulier, du fait de son puissant mécanisme de règlement des différends, s'est trouvée au centre des controverses dans des domaines qui sont bien loin de la politique commerciale classique. L'ONU a rassemblé un certain nombre d'éminents chercheurs et décideurs pour solliciter leurs vues sur le rôle de l'OMC dans la gouvernance mondiale, l'idée étant en particulier de déterminer comment les décideurs devraient réagir aux diverses pressions qui s'exercent sur le système de l'OMC tout en veillant à préserver un système commercial qui a permis une expansion sans précédent de l'économie mondiale.

Environnement et développement durable

Développement – Beaucoup plus d'activités économiques (et non économiques) interviennent *au sein de groupes* – familles, entreprises, organisations communautaires, ONG et même gouvernements – que sur le marché, comme le feraient des entités indépendantes. Les économistes, toutefois, se concentrent surtout sur les transactions marchandes. Le projet de l'ONU/WIDER sur *les institutions et le développement* a constaté qu'il y a à l'intérieur des groupes bien des types de comportement différents, que l'environnement macro-économique les influence beaucoup et que d'autres types de comportement ont des résultats très différents sur les plans de l'efficacité, de l'équité et du bien-être. L'étude met en relief la nécessité de tenir comp-

compte, dans l'élaboration des politiques tendant à promouvoir des changements macro, des comportements de groupes.

Comme il est de plus en plus à craindre que l'information devienne, comme le revenu, un élément déterminant du classement des pays dans la catégorie des pays riches ou pauvres, l'UNU/WIDER a entrepris un important projet de recherche mettant en relief l'importance des technologies de l'information pour la croissance économique. En 2000, l'UNU a organisé un groupe d'études en prévision du débat de haut niveau du Conseil économique et social pour faire connaître les conclusions du projet. Le Directeur par intérim de l'UNU/WIDER a ensuite présidé le 7 juillet 2000, pendant la session du Conseil économique et social, une table ronde sur l'impact des technologies de l'information sur le développement et l'expansion économique. L'aspect préoccupant est que nombre de pays en développement n'ont ni investi dans l'informatique, ni bénéficié de la rapidité du progrès technologique. En outre, si l'on veut que le progrès des technologies de l'information facilite le développement, ce sont les initiatives locales qui revêtent l'importance la plus critique. Or, à l'heure actuelle nombre de pays en développement ne disposent pas de l'infrastructure ou des moyens nécessaires pour exploiter au profit des collectivités locales les progrès accomplis au plan mondial.

Science, technologie et société – L'innovation technologique constitue le moyen potentiellement le plus puissant pour promouvoir le développement humain. Chaque pays doit formuler des stratégies nationales d'innovation s'il veut améliorer les conditions de vie de ses citoyens. L'UNU/INTECH a entrepris d'importantes recherches sur l'innovation technologique et les politiques en matière de systèmes nationaux d'innovation. En septembre 2000, l'UNU a organisé en coopération avec le Ministère de la science et de la technologie de la Chine une importante conférence pendant laquelle les participants ont pu écouter plus de 50 exposés de chercheurs et de responsables politiques.

Étant donné la généralisation rapide de l'emploi des ordinateurs et les progrès de l'informatique, l'UNU/IIST, basé à Macao, aide les pays en développement à renforcer leurs capacités de recherche, de développement et d'éducation dans le domaine de la technologie des logiciels. L'UNU/IIST entreprend des projets d'application des technologies avancées pour mettre au point des systèmes de logiciels importants et fiables. En 2000, l'UNU/IIST a accordé des bourses à 53 chercheurs de 13 pays.

Environnement – Le projet sur l'homme, la gestion des terres et les changements environnementaux (UNU/PLEC) a pour but de mettre au point des approches participatives durables de la conservation de la biodiversité dans le cadre des différents systèmes agricoles qui existent de par le monde : le réseau PLEC englobe désormais plus de 40 institutions et 200 spécialistes et plusieurs centaines d'agriculteurs participants. Les résultats préliminaires des recherches – en Tanzanie, au Kenya et dans la plaine de l'Amazonie – ont montré que l'agriculture, ou la gestion humaine, peut améliorer la biodiversité et la qualité des terres. La diversité des espèces peut être plus grande sur des terres privées cultivées que dans les forêts naturelles.

Une étude internationale entreprise par l'UNU et ses partenaires a identifié les mesures les plus urgentes à adopter pour éviter les destructions causées dans le monde entier par des phénomènes environnementaux extrêmes. L'étude a porté sur 16 pays qui avaient été fortement touchés par le phénomène El Niño en 1997-98. Les cyclones, vagues de chaleur, incendies, inondations, gels et sécheresses causés

par El Niño en 1997-98 ont fait des milliers de morts et de blessés et les dommages causés sont estimés comme étant de l'ordre de 32 à 96 milliards de dollars. L'étude a fait apparaître clairement que les pays en développement continueront d'être ébranlés tous les deux à sept ans par des catastrophes qui feront des milliers de morts et des dizaines de milliards de dollars de dégâts tant que des ressources suffisantes n'auront pas été investies pour améliorer les prévisions et atténuer les effets du phénomène El Niño.

En 2000, l'UNU a lancé ses travaux sur les forêts. Le Centre mondial d'information sur l'environnement (CMIE) a organisé à Tokyo, en collaboration avec la Commission mondiale sur les forêts et le développement durable, l'Agence japonaise pour l'environnement et l'Agence japonaise pour la foresterie, une grande sur le thème « La valeur des forêts – Conférence internationale sur les forêts et le développement durable ». Cette réunion avait pour but de mettre en relief les multiples façons dont les forêts pouvaient contribuer à promouvoir le développement durable. Parmi les allocutions les plus notables, il y a lieu de citer celles de Wakako Hironaka, membre de la Diet japonaise, d'Ola Ullsten, ancien Premier Ministre de la Suède et coprésidente de la Commission mondiale sur les forêts et le développement durable et de George Woodwell, Président du Centre de recherche de Woods Hole.

Après avoir développé ses activités au Ghana et renforcé le Collège de chargés de recherches, l'Institut des ressources naturelles en Afrique de l'UNU/INRA a resserré ses liens avec les parties intéressées en Zambie pour mener à bien un projet de régénération de la fertilité des sols en Afrique. En Zambie, les principaux types de sol ont souvent une teneur en phosphore insuffisante pour nourrir les plantes comme il convient. Le projet, entrepris en collaboration avec le PNUD, a pour but de convertir le phosphate naturel localement disponible en une forme de phosphore qui puisse être utilisé pour reconstituer la fertilité des sols.

Principales questions intersectorielles

Indépendamment des travaux réalisés dans les domaines thématiques susmentionnés, le *Plan stratégique 2000* a mis en relief la nécessité pour l'UNU de travailler davantage sur les questions intersectorielles. En 2000, nous avons particulièrement progressé dans nos initiatives concernant la mondialisation et la conscience mondiale ainsi que l'intégration de la problématique hommes-femmes à toutes nos activités.

En 2000, pour célébrer la Journée des Nations Unies, le Centre de l'UNU et l'Institut des hautes études de l'UNU (UNU/IAS), en coopération avec le Conseil Interaction, ont convoqué une « Conférence internationale sur la conscience mondiale » qui a duré trois jours et à l'occasion de laquelle Hans Küng, Thomas Axworthy et Yersu Kim ont fait des allocutions qui ont donné le ton de la réunion. La Conférence a porté plus particulièrement sur les aspects éthiques dans le contexte du développement d'une civilisation mondiale juste et pacifique. Elle a mis en relief tout particulièrement la nécessité de gérer soigneusement les progrès spectaculaires de la science et de la technologie ainsi que de la pensée politique et sociale. Cette réunion constitue le premier apport de l'UNU à l'*Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations* qui doit avoir lieu en 2001.

L'eau est un problème critique qui a été au cœur de nos travaux en 2000. Comme suite au deuxième Forum mondial de l'eau et à la Conférence ministérielle

qui a eu lieu à La Haye du 17 au 22 mars 2000, le Recteur de l'UNU et les chefs de secrétariat de cinq organismes des Nations Unies (FAO, PNUE, UNESCO, OMS et OMM) ont appuyé la Déclaration ministérielle de La Haye, qui a souligné l'importance de l'objectif commun consistant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en eau au XXI^e siècle et le rôle qui incombe au système des Nations Unies dans le domaine de la gestion de l'eau. À la lumière des débats qui ont eu lieu au deuxième Forum mondial de l'eau, l'UNU s'emploie, en collaboration avec l'UNESCO, à élaborer un Rapport des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau dans le monde.

L'UNU a également été désignée partenaire du Gouvernement japonais pour préparer le troisième Forum mondial de l'eau, qui doit avoir lieu au Japon en 2003. Le réseau international de l'UNU pour l'eau, l'environnement et la santé (UNU/INWEH) aidera le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, à New York, à mettre au point un « Centre d'apprentissage virtuel » électronique pour la gestion des ressources hydrauliques. Nos travaux dans ce domaine ont été particulièrement honorés cette année, la Reine de Jordanie, Rania Al-Abdullah, ayant accepté de présider le Comité consultatif international de l'UNU/INWEH.

Bien que le réseau de l'UNU réalise de nombreux projets sur différents aspects de la problématique hommes-femmes, le *Plan stratégique 2000* a insisté sur la nécessité de mieux intégrer les questions liées à la parité hommes-femmes aux activités de l'Université. Afin de préparer un Plan d'action pour la parité hommes-femmes, le Centre de l'UNU a invité un groupe d'experts à identifier quelles étaient dans ce domaine les questions les plus brûlantes et à la solution desquelles l'UNU pourrait le mieux contribuer. Le Groupe d'experts a proposé que l'UNU organise autour d'elle un réseau sur la parité hommes-femmes dans le but d'intégrer les résultats des recherches théoriques aux politiques, un accent particulier étant mis sur la conciliation des perspectives du Nord et du Sud.

Renforcement des capacités

Le progrès des technologies de l'information et de la communication et la flexibilité d'Internet offrent d'excellentes possibilités d'élaborer de nouvelles approches du renforcement des capacités. L'Initiative de l'Université virtuelle (IUV) de l'UNU/IAS constitue un nouveau moyen d'appuyer et de renforcer l'éducation, la recherche et la diffusion d'informations par Internet. L'IUV est censée devenir, à terme, le principal moyen par lequel l'UNU pourra aider à combler le fossé du savoir qui sépare les pays développés des pays en développement. Elle constituera également un support pour l'action des institutions des Nations Unies partout dans le monde en leur offrant la possibilité de transformer les activités réalisées dans le cadre de leurs projets en modules éducatifs et pédagogiques. Dans ce contexte, l'UNU a, en collaboration avec le PNUE et quelques institutions norvégiennes, élaboré des modules pédagogiques interactifs fondés sur « l'avenir de l'environnement mondial 2000 ».

L'Initiative internationale de formation des dirigeants de l'UNU (UNU/LA) a organisé en juin 2000 son premier cours de formation de dirigeantes féminines sur le thème « The Challenge of Gender Mainstreaming ». Ce cours avait essentiellement pour objectif de mettre les femmes mieux à même de participer aux mécanismes de prise de décision, conformément au Programme d'action de Beijing. Ont pris la pa-

role lors de ce cours, entre autres, Louise Fréchette, Vice-Secrétaire générale de l'ONU, Mary Robinson, Haut Commissaire aux droits de l'homme et Catherine Bertini, Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM).

La première série de cours internationaux de l'ONU a eu lieu à Tokyo au printemps 2000. Ce programme de cours s'adresse à des étudiants de cycle universitaire supérieur et à des cadres qui souhaitent exercer des professions ayant trait aux relations internationales, dans la fonction publique ou dans des organismes privés. Les cours ont été axés sur les conflits armés et le maintien de la paix, les institutions et la gouvernance en matière d'environnement, les droits de l'homme : concepts et grandes orientations, et le commerce international et le règlement des différends.

Réseaux d'échange d'informations

L'ONU s'efforce de nouer des liens avec les milieux universitaires internationaux qui ont des objectifs semblables. Ainsi, nous collaborons plus étroitement avec différentes universités du monde entier ainsi que par le biais de réseaux comme l'Association internationale des universités, l'Association internationale des recteurs d'universités, le Conseil international des unions scientifiques et l'Interacademy Panel of Academies of Science Worldwide. Par exemple, en coopération avec la FAO, le Réseau pour l'alimentation et la nutrition de l'ONU a pu renforcer très efficacement des instituts au Chili, au Guatemala, en Inde et en Thaïlande et a maintenant lancé un nouveau programme axé sur l'Afrique sub-saharienne. Un autre exemple qui mérite d'être relevé est celui du Réseau pour l'utilisation durable des terres dans des régions arides.

Promouvoir une meilleure utilisation de l'énergie géothermique est une activité prioritaire de l'ONU depuis plus de 20 ans. Le Programme de formation sur l'énergie géothermique de l'ONU (UNU/PFEG) a participé directement aux préparatifs et aux activités du Congrès géothermique mondial de 2000 qui a eu lieu au Japon du 28 mai au 10 juin 2000. Ce congrès est organisé tous les cinq ans par l'Association internationale de géothermie. À cette occasion, le Congrès a réuni quelque 1250 participants de 61 pays, et il a été présenté 670 études techniques. Les chercheurs formés en Islande sous l'égide de l'UNU/PFEG de 1979 à 1999 ont été les auteurs ou coauteurs de 88 des études techniques présentées au Congrès.

Le Centre de l'ONU contribue également au Réseau mondial de développement, nouvelle association d'instituts de recherche et de centres de réflexion dont le but est de générer et de mettre en commun les connaissances ayant trait au développement. Cette année, la réunion annuelle du réseau s'est tenue à Tokyo sur le thème « Au-delà de l'économie : une conception pluridisciplinaire du développement ». L'ONU a organisé une table ronde avec quatre intellectuels renommés qui ont discuté de la contribution que les progrès accomplis dans différentes disciplines ont apporté à la compréhension du développement et aux politiques et pratiques suivies dans ce domaine et de la façon dont les spécialistes des différentes disciplines peuvent au mieux coopérer pour trouver des solutions aux problèmes de développement.

Le Centre de l'ONU appuie depuis longtemps un réseau mondial d'experts qui s'occupe de différents aspects du développement durable des régions montagneuses. Il a notamment apporté un appui à l'Association pour les montagnes africaines et à l'Association pour les montagnes andines ainsi qu'à la publication de la revue intitulée *Mountain Research and Development*. Nous avons mis l'accent sur nos activités

dans ces domaines en prévision de la célébration prochaine de l'Année internationale de la montagne (2002). Le nouveau Programme mondial de partenariats de l'ONU pour la montagne prévoit la réalisation de recherches concertées à longue échéance sur les questions comme la dégradation des ressources naturelles, la perte de biodiversité, les pressions démographiques, la faiblesse de l'infrastructure sociale et le manque de gouvernance au plan local.

Groupe de réflexion pour le système des Nations Unies

Dans le plan de réformes qu'il a présenté en 1997, le Secrétaire général a particulièrement demandé à l'ONU et aux autres instituts de recherche des Nations Unies de faire appel, au profit de l'Organisation, aux connaissances, aux analyses et aux compétences des principales institutions mondiales dans leurs domaines d'activité respectifs. Aussi avons-nous, dans le *Plan stratégique 2000*, accordé la priorité au resserrement de nos liens avec nos collègues du système des Nations Unies, que ce soit au Cabinet du Secrétaire général et au Secrétariat ou à l'UNESCO, au PNUD, à la FAO, à l'OMM et à bien d'autres organisations. En juin 2000, l'Office des Nations Unies à Genève et l'ONU ont lancé le premier dialogue annuel sur la recherche et la formulation des politiques en vue de renforcer la collaboration entre les instituts de recherche du système des Nations Unies ainsi qu'entre ceux-ci et les responsables de la formulation des politiques des divers organismes des Nations Unies qui peuvent utilement tirer profit des résultats de ces recherches. Ces derniers mois, le Secrétaire général a expressément fait appel aux résultats des recherches menées par l'ONU sur des questions comme la prévention des conflits, l'élimination de la pauvreté et les stratégies de diffusion des technologies de l'information.

À l'occasion de la Journée des Nations Unies de 2000, l'ONU a convoqué une *Conférence internationale sur la conscience mondiale* d'une durée de trois jours à titre de première contribution à l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations qui doit avoir lieu en 2001. D'autres activités sont prévues sur ce thème important. Au cours des mois à venir, l'Université organisera conjointement avec l'UNESCO une série de quatre ateliers qui déboucheront sur de grandes conférences à Tokyo et à Kyoto fin juillet et début août 2001.

L'ONU collabore dans ses projets avec nombre des institutions spécialisées des Nations Unies. Elle a aussi assuré, en collaboration avec l'UNESCO, le suivi de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, du Programme UNITWIN/Chairs UNESCO, de la Conférence mondiale sur la science et du Programme de gestion des transformations sociales. L'ONU collabore également avec le PNUD pour promouvoir l'utilisation de la base de données sur les inégalités de revenus dans le monde (WIID) ainsi qu'à la réalisation d'une phase pilote de l'Enquête mondiale sur la gouvernance.

L'ONU s'efforce tout particulièrement de susciter une prise de conscience accrue des grands problèmes mondiaux et de les faire mieux comprendre en organisant à New York et à Genève des tables rondes, des ateliers et des séminaires consacrés à des questions d'actualité. En 2000, nous avons convoqué des tables rondes et des séminaires de haut niveau sur « Les incidences de la crise au Kosovo », « La légitimité des organisations internationales », « Les technologies de l'information et l'expansion économique », « Le commerce et le développement », « La formation de dirigeantes » et « El Niño : Atténuation de l'impact des phénomènes climatiques extrêmes ».

Diffusion des résultats de la recherche et conférences

Grâce à la chaîne CNN, les téléspectateurs, partout dans le monde, ont pu suivre une série d'annonces télévisées comportant une introduction générale de l'UNU et de son réseau international de centres et de programmes de recherche et de formation. CNN International a commencé à diffuser le 1er août des spots télévisés de 60, 30 et 15 secondes, qui continueront d'être diffusés pendant six mois. Cette campagne a essentiellement pour objectif d'encourager les téléspectateurs à consulter le site web de l'UNU pour en savoir plus sur l'organisation et sur ses instituts et programmes affiliés.

Les travaux de l'Université ont mené à la publication de 32 nouveaux ouvrages en 2000, dont 13 ont été publiés par les Presses de l'Université des Nations Unies. Les ouvrages publiés par les Presses de l'UNU ont été présentés lors de tables rondes et de foires du livre du monde entier, notamment à Beijing, à Francfort, à Los Angeles, à Londres, à Paris, à Singapour et à Tokyo.

L'Université a également accueilli d'éminents conférenciers comme Louise Fréchette, Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies, Hans Küng, Directeur honoraire de l'Institut de recherches oecuméniques de l'Université de Tübingen, en Allemagne, et Jagdish Bhagwati, de l'Université de Columbia et du Council on Foreign Relations. Nous avons également collaboré avec les représentants des pays africains à Tokyo et avec le Gouvernement japonais pour organiser, à l'occasion de la Journée de l'Afrique, une importante conférence consacrée à préparer la participation de l'Afrique à la Conférence du G.8, à Okinawa. Lors de cette conférence, M. Amadou Toumani Touré, ancien Président du Mali, et M. K. Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), ont prononcé des allocutions remarquées. L'UNU a également organisé conjointement avec l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) et le Centre islamique au Japon une conférence consacrée aux relations entre l'Est de l'Asie et le monde musulman au XXI^e siècle. Les principaux orateurs ont été Azeddine Laraki, Secrétaire général de l'OCI, Salih Bin Abdul Aziz Aal Al-Sheikh, Ministre des affaires et dotations islamiques de l'Arabie saoudite et Abdullah Bin Salih Al-Obeid, Secrétaire général de l'Organisation de la Ligue islamique mondiale.

Organisation et questions financières et administratives

Cette année, nous avons été vivement encouragés à créer à Bonn (Allemagne) un nouveau centre de recherche et de formation axé sur l'environnement et la sécurité humaine (UNU/EHS). Il a également été lancé un programme de recherche et de formation sur les études comparatives de l'intégration régionale (UNU/CRIS), en collaboration avec le Collège de l'Europe et le Gouvernement de la Province des Flandres. En Asie, nous avons lancé avec l'Institut pour la science et la technologie de Kwangju (K-JIST) de la République de Corée un programme conjoint de bourses d'études à l'intention des étudiants en maîtrise et en doctorat de pays en développement. En 2000, nous lancerons avec le Gouvernement de la République de Corée et le K-JIST la phase pilote d'un programme d'études scientifiques et technologiques sur la durabilité.

En juin 2000, l'Université a mis en place un nouveau système comptable informatisé de gestion des finances, du budget et du personnel (FBPMS) qui sera utilisé par tous les services de l'UNU dans le monde entier.

Nous étudions actuellement comment le bâtiment du Centre de l'UNU, à Tokyo, pourrait être plus ouvert et plus facilement accessible au public. En 2000, nous nous sommes constamment efforcés d'attirer dans ce bâtiment d'autres institutions des Nations Unies en vue de créer à Tokyo une « Maison des Nations Unies ». Au cours des années à venir, nous envisageons de réaménager les premier et deuxième étages afin de pouvoir organiser plus d'expositions pour faire connaître l'oeuvre et les valeurs des Nations Unies.

Paix et gouvernance

Les programmes de recherche des établissements de l'Université concernent notamment la coexistence entre les peuples ayant des cultures, des langues et des systèmes sociaux différents; les relations pacifiques entre les États et le maintien de la paix et de la sécurité; les droits de l'homme; ... et les valeurs humaines et universelles liées à l'amélioration de la qualité de la vie.

– [Charte de l'Université des Nations Unies, article I.3]

Fidèle à la conception et aux idéaux de l'Organisation des Nations Unies, l'ONU mène des recherches sur la paix, la sécurité et la gouvernance. Son programme est axé sur les *situations préconflituelles* (par exemple les causes profondes et les causes immédiates des conflits, la diplomatie préventive, les enfants soldats et la condamnation des mines terrestres antipersonnel), les *conflits* (opérations de maintien de la paix et autres méthodes de gestion des conflits) et les *situations post-conflituelles* (restauration de la paix). L'Université étudie également les questions liées à la gouvernance (par exemple la nature et l'efficacité des institutions politiques, judiciaires et administratives, les droits de l'homme ou la démocratie). En outre, elle analyse les structures du système international et la question de savoir comment la mondialisation pourrait être gérée, régulée et dirigée plus efficacement. Il s'agit là d'autant de questions qui exigent l'application d'une approche novatrice et orientée vers l'avenir qui remplace dans leur contexte le plus large la paix, la gouvernance et la sécurité.

Paix

La fin de la guerre froide a modifié du tout au tout le terrain politique dans lequel l'ONU avait opéré pendant une bonne part de son histoire. Il n'en demeure pas moins indispensable de maintenir la paix mondiale et de s'attaquer aux défis complexes que sont la prévention et la gestion des conflits internes et de la fragmentation des États. Les recherches et les études de l'ONU sont axées sur :

- *Les relations internationales et l'ordre mondial* : évolution des normes, institutions et interactions qui caractérisent les relations internationales;
- *Le système des Nations Unies* : le rôle de l'Organisation des Nations Unies, particulièrement en matière de prévention et de gestion des conflits et d'édification de la paix en période postconflituelle ainsi que sa contribution au maintien d'un ordre international stable;
- *Sécurité humaine* : le concept nouveau de « sécurité humaine », qui met l'accent sur le bien-être de l'individu, qui se substitue peu à peu à la notion de « sécurité nationale », centrée sur la défense militaire de l'État; et
- *Conflits armés majeurs (internes ou internationaux) et la gestion des conflits* : les causes, les conséquences et les caractéristiques des conflits contemporains.

Cette section du rapport est plus particulièrement consacrée à la crise au Kosovo et à l'opposition entre les considérations de souveraineté nationale et la mission humanitaire de la communauté internationale. Elle aborde également les causes, les

conséquences et les caractéristiques des conflits contemporains, ainsi que le rôle que peuvent jouer les communautés et les acteurs internationaux dans la prévention et le règlement des guerres.

Le Kosovo et l'intervention humanitaire¹

La guerre déclenchée par l'OTAN à propos du Kosovo a eu d'indiscutables résultats : près d'un million de Kosovars déplacés ont regagné leur patrie et ont électionnellement élu leurs propres dirigeants, le Président de la Yougoslavie, Slobodan Milosevic, a été écarté du pouvoir par une révolution populaire non violente, la crédibilité de l'OTAN a été préservée et les États-Unis demeurent solidement rattachés à l'Europe.

Malgré tout, les recherches du Centre de l'ONU ont mis en lumière plusieurs problèmes très épineux pour l'ordre international. Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies étant au cœur du système international de maintien de l'ordre, le court-circuiter pour lancer une intervention militaire a été un précédent très troublant. Néanmoins, la guerre est en soi une tragédie humanitaire majeure. Le recours à la force pour attaquer un État souverain est une mesure extrême qui ne peut être justifiée que dans des circonstances les plus exceptionnelles. La révolte morale provoquée par des atrocités doit être tempérée par une vision claire des limites du pouvoir et le souci de préserver les institutions internationales à longue échéance.

Il apparaît de plus en plus clairement que la doctrine de la souveraineté nationale ne peut plus être acceptée sous sa forme absolue pour mettre des tyrans sanguinaires à l'abri d'une intervention de la communauté internationale. Or, si le Rwanda demeure le symbole de la passivité en présence d'un génocide, le Kosovo a soulevé nombre de questions touchant les conséquences d'une intervention lorsque la communauté internationale est divisée face à une tragédie humanitaire.

Dans un monde plein de conflits complexes, la communauté internationale est confrontée à un douloureux dilemme dans la mesure où elle sera critiquée si elle intervient tout comme si elle n'intervient pas. Respecter à tout moment la souveraineté peut parfois équivaloir à une complicité de violation des droits de l'homme. Soutenir que le Conseil de sécurité de l'ONU doit donner son assentiment à des interventions humanitaires risque de paralyser l'action de la communauté internationale en s'en remettant au bon vouloir des plus récalcitrants. Le recours unilatéral à la force viole le droit international et sape l'ordre mondial. Au fond, la question clef est la suivante : en présence d'un autre holocauste ou d'un autre génocide de type Rwanda, d'une part, et d'un veto du Conseil de sécurité, de l'autre, que faut-il faire? Comme l'on ne trouve pas de réponse claire à cette dramatique question dans le consensus existant tel qu'il est reflété dans la Charte des Nations Unies, il importe de dégager d'urgence un nouveau consensus sur l'intervention humanitaire.

¹ Pour plus amples informations sur un ouvrage publié récemment par les Presses de l'ONU à ce sujet, voir <http://www.unu.edu/unupress/newtitles-abstracts.html#kosovo>.

Encadré : Le Conflict Data Service

Le Conflict Data Service (<http://www.incore.ulst.ac.uk/cds/>) établi dans le cadre de l'Initiative sur le règlement des conflits et les questions ethniques (INCORE) est une ressource de plus en plus précieuse. Les guides nationaux contiennent des informations sur 40 conflits, notamment au Timor oriental, en Éthiopie, en Érythrée et au Tibet. INCORE a récemment produit un site sur les accords de paix conclus entre 1989 et 1999 (<http://www.incore.ulst.ac.uk/cds/agreements/>) qui permet de consulter les accords conclus pour régler les situations du type de celle qui s'était présentée dans des pays comme le Soudan, la Sierra Leone, la Bosnie-Herzégovine, les Philippines et le Guatemala.

Sortir de la violence

INCORE continue de s'intéresser surtout à la phase postviolence des conflits. Le projet *Sortir de la violence* a suivi cinq processus de paix – au Pays basque, à Sri Lanka, en Israël/Palestine, en Afrique du Sud et en Irlande du Nord – pendant plus de deux ans. Les recherches, fondées sur des entrevues avec les principaux hommes politiques et responsables intéressés, ont tendu à identifier les éléments qui facilitent ou au contraire entravent le processus. Les recherches ont porté tout particulièrement sur des aspects comme la négociation et la réforme constitutionnelle, la violence politique, l'économie, les influences externes, l'opinion publique et le symbolisme.

Le projet est parvenu à la conclusion que, pour être couronnée de succès, la recherche de la paix doit être un processus organique et cumulatif. Il est fréquent que les processus de paix ne mènent à rien, mais chacune de leurs phases se solde souvent par quelque succès. Il est clair que, pendant les négociations de paix, les dirigeants s'attachent essentiellement à défendre les intérêts de ceux qu'ils représentent. Il faut par conséquent intégrer comme il convient au processus ceux qui pourraient y faire échec. Il importe aussi de neutraliser les groupes opposés à la paix en mobilisant une participation active de leurs anciens militants. En outre, si l'on veut que l'accord soit durable, les membres des forces de sécurité et des groupes militaires doivent être réintégrés à la société en général. En outre, les accords de paix doivent tenir compte des besoins des victimes de la violence. La conclusion qui se dégage des études menées est que la recherche de modèles comparatifs sera sans doute à l'avenir un élément de plus en plus important des processus internes de paix.

Vers une prévention réaliste des conflits

Le meilleur moyen de prévenir un conflit consiste à garantir la sécurité humaine, responsabilité qui incombe au premier chef aux gouvernements mais aussi à des acteurs de l'extérieur si ces derniers sont défaillants. Si les différends étaient réglés sans que l'on ait recours à l'oppression et aux armes, si les gouvernements doivent rendre des comptes à leurs populations et à la communauté internationale et si les besoins essentiels en matière de développement et d'environnement sont satisfaits, rares seraient les sociétés qui éclateraient sous l'effet du chaos et de la violence. Prévenir les conflits est néanmoins une tâche difficile, à tel point que, lorsque celle-ci échoue, les niveaux de violence qui en résultent exigent une intervention militaire de l'extérieur.

Si l'on veut pouvoir prévenir les conflits, plusieurs conditions fondamentales doivent être réunies :

- Il importe d'améliorer considérablement les relations de travail visant à la mise en oeuvre de stratégies communes de prévention des conflits entre les organisations régionales et l'Organisation des Nations Unies, entre les organisations régionales et entre les organes, départements et institutions des Nations Unies.
- La prévention des conflits doit être axée davantage sur l'action au plan local; les initiatives de prévention de conflits locaux doivent être appuyées; et les efforts nationaux et internationaux doivent être judicieusement adaptés aux besoins locaux et tendre à renforcer les capacités locales.
- Les activités de prévention des conflits doivent être durables et soutenues si l'on veut qu'elles aient des résultats à longue échéance.
- Les organisations régionales et l'ONU devraient avoir à leur disposition et pouvoir consulter rapidement des experts spécialisés dans les aspects théoriques, pratiques et régionaux de la prévention des conflits pour que ceux-ci puissent lancer opportunément l'alerte et donner des conseils sur les mesures de prévention à adopter.
- Les chercheurs comme les responsables politiques doivent s'attacher à mettre au point des approches efficaces de la prévention des conflits et à convaincre les décideurs et ceux qui forment l'opinion publique de leur utilité. Dans cet esprit, le Centre de l'ONU a entrepris d'élaborer un module de formation à la prévention des conflits que les organisations régionales et internationales puissent utiliser dans leurs activités.
- Tous les acteurs qui participent aux activités de prévention des conflits doivent évaluer en profondeur les enseignements retirés de l'expérience acquise par les organisations régionales et les institutions des Nations Unies. Bien que leurs résultats soient difficiles à mesurer, des efforts doivent être entrepris pour déterminer quelles sont les mesures préventives qui ont été couronnées de succès, les évaluer et les expliquer.
- Enfin, indépendamment des déclarations générales concernant la coopération qui doit exister entre l'ONU, les organisations régionales et les acteurs de la société civile, les rapports entre eux doivent être compris, évalués de manière pragmatique et reflétés dans des mesures réalistes à long terme visant à prévenir l'éclatement des relations politiques, économiques et sociales dans les sociétés exposées à des conflits.

Gouvernance

L'on entend par gouvernance la formulation et l'administration des règles formelles et informelles qui régissent les affaires publiques, c'est-à-dire la scène sur laquelle l'État ainsi que les acteurs économiques et la société interviennent pour prendre des décisions. Cette expression décrit les modalités, les valeurs et les institutions que nous employons pour organiser la vie de l'individu à tous les niveaux, à l'intérieur de la société et entre les différentes sociétés.

Les recherches de l'ONU portent en particulier sur :

- *Les droits de l'homme et l'éthique* : le respect des droits de l'homme dans la gouvernance internationale, question qui revêt de plus en plus d'importance, et le rôle qu'il joue dans des sociétés stables et pacifiques;
- *Démocratie et société civile* : importance de la démocratie pour ce qui est aussi bien des procédures que du fond, et en particulier du rôle de la société civile dans une bonne gestion des affaires publiques internes et dans le maintien de relations internationales pacifiques;
- *Direction* : renforcement des capacités et des qualités de direction pour promouvoir une bonne gouvernance;
- *Cadres politiques et institutionnels* – aspects de la gouvernance (institutions, politiques, infrastructure et normes) qui sont à la base d'un développement humain durable.

Les éléments qui précèdent sont ceux qui ont amené le Secrétaire général de l'ONU à dire que « la bonne gouvernance est sans doute le facteur le plus important en vue de l'élimination de la pauvreté et de la promotion du développement ». Cette section du rapport est tout particulièrement consacrée aux aspects de la gouvernance mondiale et met en relief les conclusions auxquelles est parvenue la Conférence du Millénaire organisée par l'ONU ainsi que les résultats de deux autres grands projets d'évaluation, sous des angles différents, des institutions qui composent actuellement les structures de gouvernance mondiale.

La Conférence du Millénaire de l'ONU²

En janvier 2000, l'ONU a organisé à Tokyo la première grande Conférence des Nations Unies du nouveau Millénaire, sur le thème *L'organisation des Nations Unies et la gouvernance mondiale au seuil du nouveau Millénaire*. Le but de la conférence était de faire le point des principales tendances internationales et d'échanger des idées nouvelles sur le rôle que peut jouer l'Organisation des Nations Unies et, plus généralement, sur les défis auxquels est confrontée l'humanité. L'accent a été mis tout particulièrement sur la formulation de recommandations touchant les grandes orientations de l'action de l'Organisation des Nations Unies. Le ton des débats a été donné par l'allocution prononcée par la Vice-Secrétaire générale de l'ONU, Mme Louise Fréchette. Les documents de la Conférence ont été utilisés par le Secrétaire général de l'ONU dans la préparation du rapport qu'il a présenté à l'Assemblée du Millénaire. Une fois qu'ils auront été révisés, les documents présentés seront rassemblés dans la Série du Millénaire de l'ONU puis publiés par les Presses de l'Université des Nations Unies³.

Plusieurs observations générales se sont dégagées de la Conférence. À l'aube du nouveau Millénaire, l'humanité vit dans un monde infiniment plus complexe et interdépendant. Il y a aussi de plus en plus d'acteurs sur la scène mondiale contemporaine, les acteurs privés comme les acteurs publics autres que l'État jouant des rôles, parallèlement aux gouvernements nationaux, pour participer à la détermination et à l'application de l'ordre du jour du XXI^e siècle. Cette situation n'est pas sans susciter des défis nouveaux dans des domaines comme la sécurité, le développement

² Pour plus amples informations sur cette conférence, voir <http://www.unu.edu/millennium/>.

³ Ramesh Thakur et Edward Newman, Eds. *New Millennium, New Perspectives: The United Nations, Security and Governance*, Tokyo, Presses de l'ONU, 2000. Un prochain volume traitera du développement humain et de l'environnement.

et l'environnement qui exigeront une pensée novatrice et de nouvelles formes de gouvernance mondiale. La Conférence a mis en relief l'importance croissante que revêt la légitimité au niveau de la gouvernance et des mécanismes de sécurité ainsi que l'efficacité avec laquelle des politiques « légitimes », plutôt que des « politiques de puissance », permettent de forger des institutions et de dégager des consensus pour résoudre les problèmes qui se posent. Il importe au plus haut point de trouver un moyen terme entre la subsidiarité – principe selon lequel les problèmes doivent être résolus par ceux qu'ils affectent directement – et la recherche d'une solution globale aux problèmes mondiaux.

Il est clair qu'en cette période de mutation rapide, l'Organisation des Nations Unies incarne les espoirs et les aspirations à un avenir où les hommes et les femmes vivront en paix avec eux-mêmes et en harmonie avec la nature. Il est inacceptable que plus d'un milliard d'êtres humains vivent encore dans une pauvreté abjecte au seuil du nouveau Millénaire. Au plan mondial, l'Organisation des Nations Unies jouit de la légitimité morale, de la crédibilité politique et de l'impartialité administrative nécessaires pour jouer un rôle de médiation, de modération et de conciliation des tensions et des intérêts concurrents liés au processus et aux résultats de la mondialisation.

Réguler la mondialisation

Le début du XXI^e siècle est le témoin d'interactions mondiales à une échelle et à une intensité sans précédent dans l'histoire entre entreprises, gouvernements et populations. À mesure que l'interaction et l'intégration s'intensifient, la gouvernance mondiale revêt des dimensions de plus en plus critiques. Les problèmes, qu'ils soient économiques, sociaux ou environnementaux, touchent de plus en plus les pays voisins et même des pays extrêmement éloignés. Les décisions politiques que prennent les gouvernements ont des incidences internationales et il apparaît peu à peu des problèmes d'envergure véritablement planétaire. Si la mondialisation offre un potentiel considérable d'améliorer la vie des populations du monde entier, il est à craindre que le processus ne risque d'échapper à tout contrôle.

Voilà maintenant plus de 50 ans que le système des Nations Unies a été fondé et que les institutions de Bretton Woods ont été créées en 1945. Or, le monde a considérablement changé pendant la deuxième moitié du XX^e siècle, et la pensée a évolué parallèlement. Le cadre actuel d'institutions de gouvernance mondiale est-il adapté pour faire face aux défis du XXI^e siècle? Selon les conclusions de l'étude de l'Institut mondial de recherche de l'ONU sur les aspects économiques du développement (UNU/WIDER) concernant des nouveaux rôles et des nouvelles fonctions de l'ONU et des institutions de Bretton Woods, tel ne semble pas être le cas. Cette étude analyse les dernières réflexions concernant les courants transfrontières dans les domaines du commerce, des finances, de la technologie et du travail et esquisse dans leurs grandes lignes les institutions et les mécanismes de gouvernance qui répondraient aux besoins du monde au cours des 25 prochaines années.

Cette étude de l'UNU/WIDER parvient à la conclusion que, si l'on veut réguler la mondialisation, cinq éléments sont nécessaires :

- i) Il faut élaborer une nouvelle vision du monde et faire bien comprendre que l'efficacité et les besoins du marché doivent être tempérés par une plus forte volonté de paix, d'égalité et de durabilité.

- ii) Il faut qu'il soit fourni des biens publics mondiaux de meilleure qualité. Tout comme les marchés et les sociétés, au plan national, ont besoin de biens (comme une atmosphère non polluée et une signalisation routière) et de règles (en ce qui concerne, par exemple, la liberté de la concurrence et la prévention de la pollution), une mondialisation croissante signifie qu'il faudra de plus en plus de biens publics au plan mondial, aussi bien pour permettre le bon fonctionnement des marchés mondiaux que pour faire en sorte que la société mondiale en tire le maximum d'avantages.
- iii) Il faut remédier aux déséquilibres qui caractérisent la mondialisation. Ainsi elle progresse de façon très différente dans les divers domaines. L'ouverture des marchés financiers mondiaux, par exemple, offre un contraste frappant avec les barrières qui entourent les marchés mondiaux du travail.
- iv) Des institutions novatrices s'imposent dans deux domaines : a) l'architecture financière internationale, et b) les mouvements internationaux de travailleurs. L'incapacité des institutions nationales ou mondiales de faire face aux courants financiers est extrêmement préoccupante. Par ailleurs, si les mouvements transfrontières de personnes continuent d'être très réglementés par les gouvernements nationaux, des pressions de plus en plus fortes se dessinent en faveur d'un changement. Les disparités croissantes qui caractérisent les possibilités économiques seront accentuées par les facteurs démographiques (le vieillissement dans les pays industrialisés et l'accroissement démographique dans les pays en développement) et par la disponibilité croissante d'informations sur les possibilités qui s'offrent ailleurs.
- v) L'Organisation des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods doivent être réformées. Elles se trouvent toutes de plus en plus marginalisées et devront à la fois rehausser leur légitimité et améliorer leur efficacité pour inverser cette tendance. Pour accroître leur légitimité, elles devront faire en sorte que leurs structures de gouvernance soient plus représentatives, pas seulement des gouvernements des pays membres mais aussi de leurs populations.

La légitimité des organisations internationales⁴

Les organisations internationales jouent un rôle qui influe de plus en plus directement sur la vie des populations du monde entier. Pour ses études sur la légitimité des organisations internationales, le Centre de l'ONU a rassemblé des juristes et théoriciens spécialisés dans le droit international, des économistes et des politologues pour essayer de déchiffrer quels sont les éléments distinctifs de la légitimité des organisations internationales par opposition à celle des États nationaux. Ces études ont également essayé de retracer l'évolution de la légitimité des organisations internationales au cours des 10 dernières années et de déterminer ce que cette évolution signifie pour l'avenir du système international et de la démocratie internationale dans son ensemble.

⁴ Jean-Marc Coicaud et Veijo Heiskanen, eds. *The Legitimacy of International Organizations*, Tokyo, Presses de l'Université des Nations Unies, à paraître (2001).

Les recherches ont porté plus particulièrement sur les réactions polarisées de la communauté internationale face aux crises humanitaires des années 90. Les analyses traditionnelles ont mis l'accent sur une explication institutionnelle, à savoir les carences techniques qui ont marqué le fonctionnement et l'exécution des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et les défaillances du processus décisionnel du Conseil de sécurité. Les études de l'ONU, toutefois, ont mis en relief l'importance critique que revêtent les normes et les sources de légitimité de la culture démocratique internationale contemporaine. La conclusion est que l'aspect normatif de la politique internationale a un impact décisif sur les débats politiques ainsi que sur les décisions et comportements des acteurs politiques. Les acteurs démocratiques, et spécialement les grandes puissances d'Occident, sont inspirés par des normes ou des idéaux démocratiques, ce qui explique pourquoi ils sont disposés à manifester un sentiment de solidarité et de responsabilité au plan international. Il reste néanmoins un profond clivage entre les normes démocratiques appliquées par les divers pays du monde, ce qui explique les limites à l'intérieur desquelles est confinée l'action multilatérale.

Environnement et développement durable

« Le programme de recherche des établissements de l'Université concerne notamment... le développement et les changements économiques et sociaux; l'environnement et l'exploitation rationnelle des ressources; la recherche scientifique fondamentale et l'application des résultats de la science et de la technologie au profit du développement... ».

[Charte de l'ONU, article 1.3]

Dans ce domaine d'activité, l'ONU s'intéresse surtout aux questions liées au développement, à la science, à la technologie et à la société; à l'environnement; ainsi qu'aux interactions entre eux. Les problèmes liés à la pauvreté et à l'inégalité ainsi qu'à la croissance et à l'emploi sont au coeur même des recherches de l'ONU. L'Université fait également porter son attention sur la mondialisation, le changement technologique (information, logiciels et biotechnologie) et l'urbanisation, en cherchant à en évaluer les incidences pour les populations et les sociétés. L'environnement mondial, la gestion des ressources naturelles et une utilisation et une production rationnelles d'énergie sont aussi au nombre des questions sur lesquelles portent les recherches de l'ONU.

Développement

La réduction de la pauvreté est devenue, et à très juste titre, la priorité numéro un. Bien que chacun s'accorde de plus en plus sur certains des éléments fondamentaux indispensables au succès des stratégies de développement, il subsiste beaucoup de controverses. L'Université concentre ses activités sur les points suivants :

- *Mondialisation et développement* – étude des éléments sociaux, économiques et politiques qui alimentent la mondialisation, de son impact et de la réaction qu'elle suscite et recherche de solutions de rechange à l'actuel mouvement vers une « mondialisation effrénée »;
- *Croissance et emploi* – identification des politiques et approches qui permettraient aux pays en développement d'assurer une expansion plus rapide et plus large;
- *Pauvreté, inégalité et besoins essentiels* – formulation de stratégies tendant à éliminer la « pauvreté structurelle » et la « nouvelle pauvreté »; et
- *Urbanisation* – évaluation des incidences de l'accroissement rapide des populations urbaines, particulièrement dans les pays en développement.

Cette section du rapport contient une analyse des incidences des comportements de groupes sur l'efficacité économique et le bien-être humain et expose les activités entreprises par l'ONU pour formuler des politiques tendant à freiner la marginalisation et à promouvoir le développement dans le contexte de la mondialisation. Elle décrit également un important projet qui explique pourquoi, dans les pays riches en ressources, la croissance est souvent plus lente que dans ceux qui en sont mal dotés.

Comportement de groupes et développement

Beaucoup plus d'activités économiques (et non économiques) interviennent *au sein de groupes* (formels ou informels) – familles, entreprises, organisations communautaires, ONG et même gouvernements – que sur le marché, comme le feraient des entités indépendantes. Les économistes, toutefois, se concentrent surtout sur les transactions marchandes. Le projet de l'UNU/WIDER sur *les institutions et le développement* a constaté qu'il y a à l'intérieur des groupes bien des types de comportement différents, que l'environnement macro-économique les influence beaucoup et que d'autres types de comportement ont des résultats très différents sur les plans de l'efficacité, de l'équité et du bien-être.

La méthodologie adoptée pour l'étude a combiné à la fois des analyses (sur des questions comme la motivation humaine et le capital social) et des études de cas empiriques (par exemple sur les groupes de pêcheurs au Sénégal, la Fédération de producteurs de café en Colombie, les Associations d'agriculteurs en République de Corée et les prostituées à Calcutta). Il a été distingué trois types de comportement : puissance/contrôle (P/C), coopération (COOP) et utilisation d'incitations matérielles (M). L'hypothèse tenue pour acquise par la plupart des économistes, à savoir que l'être humain est individualiste et cherche à maximiser l'utilité immédiate, est manifestement déficiente. Au contraire, la motivation humaine comprend des éléments de maximisation à long terme, d'altruisme et de formation de l'identité.

Les conclusions de l'étude mettent en relief à quel point l'environnement macro influe sur les types de comportement des groupes au niveau micro. Une analyse historique a montré par exemple que le régime colonial et néocolonial encourageait les comportements de puissance/contrôle. Le solide appui dont jouit le marché depuis quelques temps au niveau macro s'est reflété au niveau micro, et de nombreux groupes ont introduit des incitations financières comme élément important de leur comportement, ce qui a déplacé le comportement coopératif. Nos études de cas ont montré que la plupart des groupes n'ont pas un type de comportement unique mais plutôt une combinaison de comportements, bien que des éléments différents aient prédominé dans des cas particuliers. L'étude a également corroboré l'avis selon lequel les groupes peuvent beaucoup contribuer à améliorer l'efficacité et que les groupes constitués par des pauvres permettent d'améliorer la répartition des ressources et aider à réduire la pauvreté.

Cette étude a quelques incidences importantes pour les réformes axées sur le marché qui ont été introduites. Elle souligne la nécessité, lorsque des changements au niveau macro sont envisagés, de tenir compte de leurs incidences sur les comportements de groupes. Il existe en particulier le risque qu'un accent trop marqué sur les incitations du marché à tous les niveaux, si elles menacent l'efficacité et l'équité, ne sape les comportements coopératifs. Cela est déjà admis dans une certaine mesure depuis que l'importance du capital social pour l'efficacité économique a été reconnue, mais les incidences de cette constatation du point de vue de la formulation des politiques n'ont pas vraiment été acceptées. Un comportement coopératif est nécessaire à l'intérieur des groupes et entre groupes et doit être encouragé en appuyant les institutions coopératives et en ne mettant pas un accent aussi prononcé sur les incitations financières aux niveaux aussi bien macro que micro. Du point de vue de la formulation des politiques, les résultats de l'étude signifient qu'il faut établir des mécanismes de confiance qui contribuent à soutenir l'économie, encourager les types

de comportement coopératif au niveau micro et, d'une manière générale, favoriser la formation de groupes parmi les pauvres.

Base de données sur les inégalités de revenus dans le monde

« Cette base de données permet d'approfondir l'analyse des liens entre les politiques économiques, la croissance et la répartition des revenus à des époques différentes, en fonction du niveau initial de l'inégalité » – Richard Carey, Direction de la coopération pour le développement, OCDE.

« La base de données sur les inégalités de revenus dans le monde est un mécanisme très utile pour éclairer les décisions de politique générale et orienter les recherches » – Carlos Magariños, Directeur général de l'ONUDI.

La base de données sur les inégalités de revenus dans le monde (WIID) rassemble et stocke des informations sur les inégalités de revenus dans les pays développés, les pays en développement et les pays en transition sous une forme facile à chercher, à télécharger et à analyser. Elle peut être consultée gratuitement pour faciliter l'analyse et enrichir le débat sur les inégalités. Ce projet a été appuyé conjointement par l'UNU/WIDER et le PNUD.

Pour accéder à la base de données ou télécharger des informations, consulter le site : <http://www.wider.unu.edu/wiid/wiid.htm>

Ressources naturelles et développement économique

Les pays richement dotés en ressources naturelles devraient avoir un potentiel de croissance plus élevé que les pays pauvres en ressources du fait de leur plus grande capacité d'investir et d'importer. Depuis les années 60, toutefois, les pays pauvres en ressources ont généralement enregistré une expansion nettement plus élevée que les autres. Comme le montre la figure 1, les pays où le bilan a été le plus médiocre depuis le milieu des années 80 sont les pays riches en ressources tributaires de minéraux.

L'étude de l'UNU/WIDER sur les problèmes des modèles de croissance fondés sur les ressources naturelles explique que cette différence est due à l'échec des politiques suivies. En effet, lorsque la terre devient rare, une répartition inégale des terres est moins tolérée, et les tensions sociales qui en résultent encouragent l'État à aligner ses intérêts sur ceux des pauvres, qui sont la majorité. Ainsi, les gouvernements des pays pauvres en ressources sont généralement conscients de la nécessité d'investir efficacement même lorsque les revenus par habitant sont très faibles et courent moins le risque de suivre des politiques ayant pour effet d'écartier l'économie de son avantage comparatif à long terme, ce qui peut entraîner un cycle vertueux d'expansion économique à la fois rapide et équitable.

En revanche, une riche dotation en ressources naturelles offre plus de possibilités d'erreur après erreur. Les pays où les ressources sont abondantes ont plus de chances d'engendrer un État au sein duquel les intérêts établis s'efforcent d'exploiter les situations de rente offertes par les ressources aux dépens de politiques cohérentes. L'État peut ainsi surcharger d'impôts le secteur primaire pour fournir des transferts à un secteur non compétitif en expansion, de sorte que l'économie s'enferme dans une dépendance à l'égard de produits courants de moins en moins compétitifs.

En outre, le capital social – c'est-à-dire la confiance et les institutions requises pour abaisser les coûts de transaction – et le capital naturel s'épuisent de sorte que l'expansion n'est pas soutenable. Si la croissance s'effondre, la reprise peut prendre des dizaines d'années car il faut pour cela reconstruire l'infrastructure économique et le capital social.

Figure 1. PIB moyen par habitant parmi les pays en développement riches en ressources et pauvres en ressources
(en dollars E.-U. constants de 1995)

-- - Pays riches en ressources _____ Pays pauvres en ressources

Source : Banque mondiale (1999).

Toutefois, une poignée de pays riches en ressources (dont le Botswana, le Chili et la Malaisie) démontrent qu'un effondrement de la croissance n'est pas inévitable. Les politiques comptent, et il importe au plus haut point de maintenir la discipline du marché. Les pays où les ressources sont abondantes ont également besoin d'un fonds d'équipement pour rationaliser l'allocation des rentes produites par les ressources, d'un fonds de stabilisation des recettes provenant des produits de base pour régulariser les recettes publiques et d'un service d'évaluation des projets pour garantir l'efficacité des investissements publics. Le cas de la Malaisie, qui repose sur un accord sur les deux groupes ethniques prédominants, porte à conclure que les perspectives de développement sont meilleures si l'État se transforme en une démocratie consensuelle et met en place les institutions nécessaires pour réduire les coûts de transaction et gérer les tensions sociales.

Mondialisation, marginalisation et développement

Le projet de recherche UNU/WIDER sur *La mondialisation et les obstacles à une intégration réussie des économies vulnérables* a été axé sur les problèmes auxquels se heurtent les pays en développement marginalisés dans le processus de mondialisation. Quelques pays très pauvres en 1960 ont enregistré une croissance rapide et ont bénéficié de la mondialisation, l'exemple classique étant celui de Singapour. Nombre de pays, en revanche, n'ont pas profité de la mondialisation accrue des échanges, des investissements et des courants financiers au cours des 20 dernières

années. Le projet a identifié 42 pays en développement qui ont été particulièrement marginalisés (ces pays sont ceux qui se trouvent au-dessous de la ligne de croissance tendancielle de la figure 2), et nombre de ces pays n'ont recouvré que tout récemment encore les niveaux de vie qu'ils avaient atteints entre 10 et 40 ans précédemment.

Figure 2. Croissance entre 1960 et 1998 et revenu réel par habitant en 1960

Revenu réel par habitant en 1960

Pour la communauté du développement en général et pour les économistes en particulier, le défi consiste par conséquent à mettre au point des politiques de nature à freiner la marginalisation et à promouvoir un développement durable dans le contexte de la mondialisation. Les analyses empiriques et les études de cas qui ont été faites dans le contexte de ce projet mettent en relief trois éléments importants. *Premièrement*, cette étude insiste sur le rôle critique que le bon fonctionnement des institutions joue dans la promotion de la mondialisation et de la croissance, en particulier la reconnaissance des droits politiques, l'état de droit et les capacités des pouvoirs publics. *Deuxièmement*, les pays les moins avancés (PMA) bénéficieraient d'un moindre protectionnisme dans le Nord; l'un des principaux obstacles qui empêchent les pays en développement d'accroître leurs exportations tient aux modalités selon lesquelles les règles actuelles de l'OMC permettent d'intenter des actions antidumping. *Troisièmement*, l'on peut s'interroger dans certains cas sur la mesure dans laquelle les PMA sont eux-mêmes résolus à participer au processus de mondialisation. Il serait bien préférable de chercher à obtenir un accès plus équitable et plus ouvert aux marchés des pays développés que de demander une dérogation spéciale aux règles de l'OMC exigeant l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée.

Science, technologie et société

La science et la technologie sont des éléments critiques du processus de développement. La rapidité du progrès technologique, et en particulier des technologies de l'information et de la communication (TIC) et des biotechnologies, ont créé des possibilités jadis inimaginables. Les études et les recherches de l'ONU sont axées sur :

- *L'innovation* – l'impact des nouvelles technologies sur l'efficacité et la compétitivité, et leurs incidences pour les pays en développement;
- *L'information et les biotechnologies* – l'impact des technologies de l'information et de la biotechnologie sur la société;
- *La technologie des logiciels* – les méthodes formelles d'élaboration des logiciels; et
- *L'alimentation et la nutrition* – recherches et renforcement des capacités dans les domaines à l'interface entre le développement humain et l'alimentation et la nutrition.

Cette section du rapport expose les principaux projets de recherche entrepris par l'ONU au sujet des stratégies nationales d'innovation ainsi que sur la modernisation technologique dans le Sud de l'Europe. L'on y trouvera également un aperçu sur les recherches pratiques menées au sujet de la technologie des logiciels.

Systèmes nationaux d'innovation

L'innovation technologique est potentiellement l'un des éléments qui peut le plus contribuer au développement humain. Or, tout pays doit formuler une stratégie nationale d'innovation s'il veut améliorer les conditions de vie de ses citoyens. L'Institut de l'ONU pour les nouvelles technologies (UNU/INTECH) mène d'importants travaux sur l'innovation technologique et sur l'approche qui sous-tend les systèmes nationaux d'innovation. En septembre 2000, l'ONU a organisé en coopération avec le Ministère de la science et de la technologie de la Chine une grande conférence à l'occasion de laquelle des chercheurs et des responsables politiques ont fait plus d'une cinquantaine d'exposés sur les progrès accomplis récemment en matière d'innovation technologique et des politiques de l'innovation.

Les débats ont notamment porté sur les systèmes nationaux d'innovation, les systèmes d'innovation aux niveaux de groupes et de régions, les nouvelles technologies, les sociétés d'apprentissage et l'innovation et le développement durable. Il est clair que nombre de pays et de régions en développement devront surmonter des difficultés et des obstacles particuliers pour pouvoir améliorer leurs capacités d'innovation en matière sociale. Dans des situations dynamiques et en mutation constante, une politique de l'innovation doit être formulée compte tenu de son contexte spécifique et ajustée périodiquement. En définitive, c'est la capacité des pays en développement de formuler de telles politiques qui déterminera s'ils pourront gérer le processus complexe de développement.

Il a été particulièrement intéressant que cette réunion se tienne en Chine, où il a été possible pour les experts chinois et étrangers d'échanger des vues et de prendre des contacts. La Chine a entrepris de revoir sa politique en matière de science et de

technologie afin de préparer son adhésion à l'OMC dans un proche avenir. Une telle révision s'impose aussi du fait des transformations qui caractérisent la situation dans le pays et les relations internationales après 20 ans de réformes axées sur le marché et de transition économique réussie. Les débats qui ont eu lieu à la Conférence contribueront utilement à l'élaboration continue d'une politique chinoise de l'innovation au cours des décennies à venir.

Dans le même contexte, l'UNU/INTECH a entrepris un projet de recherche sur « les politiques d'innovation axées sur le marché dans les pays en développement », qui a pour but de mieux comprendre les mécanismes et institutions que les pays en développement doivent mettre en place pour encourager le secteur des entreprises à investir davantage dans la recherche-développement. L'étude est fondée sur le cas de cinq pays, à savoir l'Afrique du Sud, l'Inde, Israël, la Malaisie et Singapour. Les conclusions retirées jusqu'à présent permettent de penser que le simple octroi d'incitations fiscales à la recherche-développement – comme des dégrèvements d'impôts ou des subventions de recherche – ne permettront probablement pas d'accroître considérablement les investissements dans la recherche-développement s'il n'existe pas une masse critique de personnel technique dûment qualifié pour pouvoir réaliser de tels projets de recherche. L'étude souligne par conséquent la nécessité de renforcer les politiques de mise en valeur des ressources humaines en général et de formation de scientifiques et d'ingénieurs en particulier⁵.

La compétitivité industrielle dans le Sud de l'Europe

Il est particulièrement difficile pour les pays de l'Europe méridionale de restructurer leurs industries pour les préparer à faire face à la concurrence européenne. En dépit des efforts remarquables déployés par la Communauté européenne pour promouvoir le transfert de technologies et de fonds aux entreprises manufacturières locales, le mouvement de convergence enregistré pendant les années 80 s'est ralenti pendant les années 90. Les avantages apportés par les institutions formelles chargées de promouvoir l'innovation ont été passablement limités, cependant, et assez rares sont les entreprises qui sont devenues compétitives et qui ont pu poursuivre à la fois le processus d'innovation et l'expansion de leurs activités.

Un projet de l'UNU/INTECH a été entrepris pour étudier les besoins particuliers des entreprises manufacturières espagnoles, grecques et portugaises dans leur « transition » vers une expansion soutenue de leurs activités et une plus grande compétitivité dans le contexte du marché européen unique. Le projet a été axé sur la transformation des entreprises locales grâce à l'acquisition de ressources technologiques et financières suffisantes pour pouvoir investir et constituer des fonds de roulement. Or, l'acquisition de ressources technologiques n'est pas un événement ponctuel mais un processus continu de renforcement des capacités techniques spécifiques dont l'entreprise a besoin pour adapter les technologies à l'expansion de ses activités et les intégrer efficacement à ses systèmes de production et de commercialisation.

Les études réalisées dans le cadre de ce projet ont débouché sur quelques constatations intéressantes pouvant présenter un intérêt pour d'autres pays qui avancent

⁵ Les documents élaborés par l'UNU/INTECH dans le cadre du projet sur « la politique technologique dans les pays en voie d'industrialisation » seront publiés dans un numéro spécial du *Journal of the Economics of Innovation and New Technology* (JEINT) (2001, vol. X, No. 1 et 2).

sur la voie de l'industrialisation. Une constatation importante concerne le sous-investissement dans les applications de l'informatique aux procédés de fabrication. Dans les trois pays, il est manifestement difficile de financer l'innovation technologique dans les secteurs technologiquement mûrs. Enfin, la politique macro-économique paraît avoir influencé l'idée que les entreprises se font des obstacles que suppose la réalisation de projets d'investissement : elles s'inquiètent non pas du coût du capital mais plutôt de l'accès au capital. Cette tendance soulève des questions intéressantes – évoquées dans quelques ouvrages théoriques récents – au sujet de l'importance de la qualité des décisions d'investissement.

Technologie des logiciels

Étant donné la généralisation rapide de l'utilisation d'ordinateurs et le progrès des technologies de l'information, il importe d'éduquer et de former d'urgence des spécialistes des logiciels dans les pays en développement. La mission de l'UNU/IIST, basé à Macao, est de renforcer les capacités de recherche-développement et d'éducation dans le domaine de la technologie des logiciels. En 2000, dans le cadre de ses projets de recherche appliquée sur « La théorie et les méthodes de conception des systèmes en temps réel » et « Les techniques formelles de mise au point de logiciels », l'UNU/IIST a formé 37 boursiers de 12 pays en développement.

Les systèmes hybrides en temps réel constituent une importante catégorie des systèmes commandés par ordinateur, comme ascenseurs, robots et lignes de montage. Il s'agit habituellement de systèmes informatiques intégrés comportant une interface entre les ordinateurs et le matériel de commande. De tels systèmes sont souvent nécessaires pour réagir à des stimuli externes dans des contraintes de temps spécifiées, et leur sécurité et leur fiabilité revêtent une importance absolument critique. Ainsi, le projet concernant « La théorie et les méthodes de conception de systèmes en temps réel » est axé sur l'élaboration de modèles, de théories, de calculs de conception et de mécanismes d'appui pour la mise au point de systèmes hybrides en temps réel ainsi que sur l'ingénierie formelle pour la coconception de systèmes mixtes matériel/logiciel. Les résultats obtenus en 2000 dans le cadre de ce projet ont été présentés par les services de l'UNU et par des boursiers et anciens boursiers lors de 14 conférences et ont été publiés dans les actes de ces réunions et dans des revues internationales.

Le projet concernant « Les techniques formelles de mise au point des logiciels » concerne l'élaboration et les applications des technologies avancées des logiciels pour la mise au point de systèmes pratiques de logiciels répondant aux besoins des pays en développement. Il comporte plusieurs sous-projets :

- Le volet Multiscript tend à élaborer un système de logiciels permettant de créer et d'éditer des documents multilingues compatibles avec des systèmes différents;
- Le volet Modélisation, analyse et exécution tend à élaborer des systèmes de modélisation d'entreprises au moyen de méthodes formelles, ce qui peut être utile pour le commerce électronique;
- Le volet RAISE Tools a pour objet d'élaborer des mécanismes d'utilisation de méthodes formelles de mise au point des logiciels; et

- Le volet Méthodes et mécanismes d'élaboration de logiciels à partir de composants et modalités de conception objective tend à élaborer des méthodes et mécanismes de conception de logiciels à partir de composants préexistantes.

Les résultats sur lesquels a débouché ce projet pendant l'année écoulée ont été présentés par les services de l'UNU et des boursiers et anciens boursiers lors de neuf conférences et ont été publiés dans les actes de ces réunions.

Environnement

Le bien-être et le progrès de tous les peuples du monde sont étroitement liés à l'utilisation ainsi qu'à la conservation et à la régénération des ressources environnementales. Or, les problèmes environnementaux ont compliqué les interactions avec des secteurs très divers, par exemple la sécurité alimentaire, la production et l'utilisation de l'énergie, le développement industriel et l'urbanisation. Les recherches et les activités de renforcement des capacités menées par l'UNU sont axées sur le lien entre l'activité humaine et l'environnement. Ses travaux portent plus particulièrement sur :

- *Gestion des ressources naturelles* – utilisation des ressources naturelles d'une manière productive mais rationnelle, principalement en vue de minimiser l'épuisement des ressources et la pollution;
- *Développement industriel et urbanisation durables* – incidences générales des modes de vie et des structures de consommation sur l'urbanisation et l'activité industrielle;
- *Eau* – nécessité de mieux comprendre les principaux aspects de l'interaction entre l'eau, l'environnement et la santé de l'homme; et
- *Changements climatiques et gouvernance mondiale* – approches permettant de bien comprendre et de gérer les liens complexes qui existent entre les questions environnementales, économiques et sociales.

La présente section met l'accent particulièrement sur le problème crucial de l'eau et sur la contribution de l'UNU au Forum mondial de l'eau. Elle aborde également la question de la gestion des terres et de la biodiversité ainsi que l'impact des chocs environnementaux sur la sécurité humaine.

Population, aménagement du territoire et modifications de l'environnement (UNU/PLEC)

Le projet de l'UNU intitulé « Les populations, l'aménagement du territoire et modifications de l'environnement », UNU/PLEC, l'un des projets phares de l'Université, vise à mettre au point des approches viables et participatives dans le domaine de la préservation de la biodiversité au sein des systèmes agricoles. Ce travail est réalisé dans 21 sites de démonstration par un réseau de groupes de recherche locaux situés en Afrique de l'Ouest (Ghana et Guinée), en Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda et République-Unie de Tanzanie), en Asie-Pacifique (Chine, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Thaïlande) et en Amérique du Sud (Brésil, Jamaïque, Mexique et Pérou). L'ensemble du réseau PLEC englobe maintenant plus de 40 institutions et 200 spécialistes, dont des scientifiques, de jeunes chercheurs et des étudiants (dont la majorité proviennent de pays en développement) ainsi que plusieurs centaines d'agriculteurs participants. Dans tous les groupes, ce sont les agriculteurs locaux plutôt que les scientifiques qui dirigent les efforts de démonstration, et les résultats sont extrêmement encourageants. Le réseau PLEC offre des possibilités uniques de coopération Sud-Sud et d'arrangements de jumelage Sud-Nord.

Les participants au projet rassemblent des bases de données et préparent des rapports techniques sur des questions concernant la biodiversité, l'agrodiversité, les populations et les régimes de gestion dans les sites de démonstration. L'on a beau-

coup avancé sur la voie de la réalisation des buts et objectifs du projet, particulièrement pour ce qui est de l'établissement des sites et de l'inventaire de base, de la mise au point et de la démonstration de modèles optimaux, du renforcement des capacités et de la création de réseaux. De plus amples informations sur la structure de la base de données, sur le manuel opérationnel, sur un échantillon de données et sur d'autres aspects du projet peuvent être consultées sur la page Web du projet PLEC⁶. Des informations concernant l'exécution du projet sont publiées périodiquement dans la revue *PLEC News and Views*.

Les évaluations participatives détaillées réalisées dans le cadre du projet ont pour but non seulement de rassembler des données de référence mais aussi d'identifier et de documenter les pratiques optimales en matière d'agrodiversité. Les conclusions préliminaires du projet ont montré que l'agriculture, ou la gestion humaine, n'élimine pas nécessairement la biodiversité mais peut au contraire l'accroître et améliorer la qualité des sols. En Tanzanie, par exemple, le projet a recensé un grand nombre de méthodes traditionnelles et modernes de gestion de la fertilité et de la teneur en eau des sols ainsi que de maîtrise de l'érosion. L'analyse des données accumulées pendant de nombreuses années par le Groupe Amazonie montre comment les petits agriculteurs ont préservé, voire accru la biodiversité dans les bassins alluviaux de l'Amazonie. L'évaluation de la biodiversité dans le site de Kiambou, au Kenya, montre que les espèces sont plus variées sur les terres privées cultivées que dans les forêts naturelles. Par ailleurs, le Groupe Chine aide à mesurer et à analyser l'impact de la diversification des ménages après la transformation des communes en exploitations individuelles dans le cadre du « système de responsabilité contractuelle des ménages » introduit au début des années 80.

L'hydrosphère côtière dans l'Est de l'Asie

Le Centre de l'ONU, conscient des préoccupations croissantes que suscitent la destruction des ressources naturelles et la pollution des écosystèmes dans les régions côtières de la région de l'Asie de l'Est, a élaboré un projet tendant à résoudre toute une série de problèmes environnementaux liés à l'hydrosphère côtière de la région. Une attention particulière est accordée à la surveillance des polluants, à l'évaluation des dommages causés aux écosystèmes et à l'identification des politiques et des approches à adopter pour remédier à la situation. L'ONU collabore, pour l'exécution de ce projet, avec un réseau de laboratoires de recherche de la région. Les pays qui participent directement au programme de surveillance sont la Chine, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, les Philippines, la République de Corée, Singapour, la Thaïlande et le Viet Nam. En outre, le Bangladesh, l'Inde et le Pakistan ont participé à des activités concernant les écosystèmes côtiers, et particulièrement les forêts de palétuviers.

Le programme de surveillance organisé par l'ONU en Asie de l'Est porte plus particulièrement sur les composés qui perturbent le fonctionnement du système endocrinien, comme les pesticides et les composés organo-chlorés. Les conclusions du programme de surveillance ont été discutées lors d'un dialogue international et atelier de formation organisé par l'ONU en avril 2000, le cinquième de la série. Ce colloque a été organisé conjointement avec l'Université de Malaya (à Kuala Lumpur, en Malaisie) et en coopération avec la Société japonaise Shimadzu. Les pays partici-

⁶ <http://www.unu.edu/env/plec>

pants ont présenté des données établissant que la pollution des régions côtières par le DDT, pesticide communément utilisé, provenait des activités agricoles.

Modèle des processus de préservation de la qualité de l'eau en Afrique

Le lac Malawi, dont les eaux sont de qualité exceptionnelle, est néanmoins menacé par une eutrophisation rapide, comme le lac Victoria, due à des apports croissants de nutriments. Pour y parer, le réseau international de l'ONU pour l'eau, l'environnement et la santé (ONU/INWEH) a mené à bien un important projet, financé par la Banque mondiale, tendant à élaborer et appliquer un modèle prospectif des processus physiques et chimiques qui influent sur la qualité des eaux du lac Malawi. Ce modèle permettra d'évaluer les conséquences des utilisations changeantes des sols et des utilisations des ressources hydrauliques dans le bassin versant du lac.

Encadré : Les travaux se poursuivent sur la préparation d'un nouveau rapport mondial des Nations Unies sur l'eau

L'ONU/INWEH contribue aux efforts entrepris récemment par l'ONU pour évaluer, en vue de présenter un rapport à ce sujet tous les deux ans, la situation des ressources mondiales en eau douce, le but étant de combler les importantes lacunes de l'information à ce sujet et d'aider les pays à améliorer la gestion de leurs ressources hydrauliques. Le *Rapport sur la mise en valeur des ressources mondiales en eau – la situation des ressources en eau douce dans le monde* aidera les pays en développement à renforcer leurs capacités de surveillance, d'évaluation et de suivi de la qualité et de l'utilisation des eaux, de leur impact sur la santé humaine et de la gestion des bassins fluviaux. L'on pourra ainsi, peu à peu, avoir une idée véritablement complète de la situation des ressources en eau douce et de leur gestion. La première édition de ce rapport, qui doit paraître en 2002, comportera une analyse et un rapport intérimaire sur la réalisation, au plan mondial, des objectifs concernant l'eau fixés dans l'Action 21, adoptée lors du Sommet « Planète Terre » de 1992.

Le modèle UNU/INWEH permet aux scientifiques locaux de prédire les apports de nutriments et de sédiments, la dispersion des polluants et l'évolution du mouvement d'eutrophisation. Il permet également de prédire l'impact des utilisations qu'il est projeté de faire des sols sur la qualité des eaux des cours d'eau et des lacs ainsi que d'évaluer les stratégies pouvant être mises en oeuvre pour l'atténuer. Il a été dispensé une formation au personnel des organisations nationales des trois pays riverains où différentes versions du modèle sont maintenant installées. Nombre des stagiaires étaient des diplômés de l'université qui, lorsqu'ils retourneront à leurs organisations d'origine, pourront à la fois utiliser le modèle et former des collègues.

Comme suite au deuxième Forum mondial de l'eau et à la Conférence ministérielle qui a eu lieu à La Haye en mars 2000, et sur la base des travaux qu'elle a déjà accomplis dans ce domaine⁷, l'ONU poursuivra ses études sur la gestion des bassins fluviaux internationaux. Cette nouvelle initiative est axée sur les cours d'eau et les

⁷ Asit K. Biswas et Juha I. Uitto, eds., *Sustainable Development of the Ganges-Brahmaputra-Meghna Basins*, Tokyo : Presses de l'ONU, à paraître (2001)

lacs sérieusement menacés et sur les menaces transfrontières les plus immédiates qui pèsent sur leurs écosystèmes. L'aspect novateur de l'approche de l'UNU est qu'elle porte à la fois sur les problèmes environnementaux transfrontières et la gouvernance en matière d'environnement.

Cadres de développement durable

Dans son récent rapport, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a décrit toute l'ampleur des problèmes environnementaux mondiaux et a souligné que la crise ne cessait de s'accélérer. Les années 90 ont probablement été la décennie la plus chaude du dernier Millénaire, tandis que les températures de 1998 ont atteint des niveaux sans précédent. Le niveau de la mer augmente, les basses terres côtières s'érodent et les périodes des saisons changent. Comme 85 % de la population mondiale vivra bientôt dans les pays en développement, l'un des problèmes les plus urgents consiste à garantir le développement humain sans détruire l'environnement ni épuiser les ressources naturelles.

L'Institut des hautes études de l'UNU (UNU/IAS) travaille à l'élaboration de *cadres de développement durable* pour faciliter la prise de décisions dans les pays affectés. Les évaluations entreprises dans le cadre de ce projet portent principalement sur les « comptes nationaux verts ». L'une des conclusions de l'étude est que si des pays en développement comme la Chine, l'Inde et l'Indonésie ont beaucoup progressé, à presque tous égards, dans leurs efforts de développement au cours des 50 dernières années, les avantages de cette croissance impressionnante ont été dans une large mesure compensés par la dégradation de l'environnement.

Plusieurs aspects de l'étude méritent d'être soulignés :

- Elle brosse un tableau d'ensemble des tendances de la population, de la transition démographique, des transformations structurelles, des sources de croissance, des possibilités d'expansion, des coûts environnementaux et du PIB « vert », etc
- Elle englobe l'érosion des sols, la pollution des eaux, la dégradation des forêts, la biodiversité, la pauvreté, l'urbanisation, la conservation de l'énergie et le rendement énergétique et les obstacles institutionnels à la protection de l'environnement dans chaque pays.
- Elle indique quelles sont, dans la pratique, les stratégies qui pourraient être utilisées pour encourager les décideurs à utiliser de nouveaux indicateurs, comme le PIB « vert ».
- Elle suggère les mesures qui devraient être adoptées aux échelons national et régional pour progresser sur la voie d'un développement durable dans chaque pays.

Les études concernant la Chine ont été achevées en 1999 et les résultats sont maintenant disponibles⁸. Les conclusions de l'étude concernant l'Inde seront disponibles au début de 2001. L'on s'emploie actuellement à préparer des cadres pour d'autres projets en Indonésie, au Brésil et en Égypte.

⁸ Fu-chen Lo et Yu-qing Xing, eds., *China's Sustainable Development Framework*, UNU/IAS, 2000.

Réduction de l'impact des phénomènes climatiques extrêmes

Le cycle El Niño affecte les alizés et les courants océaniques de surface dans l'Est et le centre du Pacifique, ce qui entraîne du mauvais temps non seulement dans la partie occidentale de l'Amérique du Sud mais aussi dans bien d'autres régions du monde. En 1997-98, les cyclones, vagues de chaleur, incendies, inondations, gels et sécheresses causés par «El Niño du siècle» ont fait des dizaines de milliers de morts et de blessés et des dommages économiques qui sont estimés à un montant compris entre 32 et 96 milliards de dollars.

L'ONU, en collaboration avec trois autres institutions des Nations Unies et le National Center for Atmospheric Research (NCAR) des États-Unis et des équipes de chercheurs travaillant dans 16 pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, a entrepris une étude majeure pour évaluer les mesures prises pour faire face aux effets d'El Niño en 1997-98 et formuler des recommandations sur les politiques qui devraient être adoptées dans ce domaine. Rares sont les services météorologiques à avoir prévu l'apparition du phénomène à la mi-1997, et aucun n'a pu prédire l'ampleur qu'il prendrait en 1997-98 avant que ses manifestations soient déjà très évidentes. La principale conclusion de l'étude est claire : s'il n'est pas investi suffisamment pour améliorer les systèmes de prévision et les plans d'intervention en cas d'urgence, El Niño continuera, tous les deux à sept ans, à faire des milliers de morts et des dizaines de milliards de dollars de dégâts dans les pays en développement.

L'étude comporte également plusieurs importantes recommandations :

- Une intervention aux échelons gouvernementaux les plus élevés est nécessaire pour catalyser une intervention appropriée.
- Aucun des 16 pays étudiés n'avait de ressources humaines et financières suffisantes pour prédire les phénomènes climatiques extrêmes causés par El Niño et suivre leur évolution.
- Il faut mettre en place dans l'océan Indien un réseau de stations flottantes d'enregistrement des données météorologiques pour aider l'Afrique et la région de l'Asie et du Pacifique à mieux prédire l'impact d'El Niño sur les problèmes causés par le temps.
- En matière de renforcement des capacités, il faut en toute priorité former des chercheurs pour identifier les populations exposées dans chaque pays, éduquer ces dernières pour leur apprendre à se préparer à l'éventualité de catastrophes liées à El Niño et former des spécialistes de la gestion des catastrophes pour faire face aux problèmes causés par ces phénomènes météorologiques.
- Il faut améliorer la fiabilité des prévisions des phénomènes entraînés par El Niño au plan local pour que les organismes gouvernementaux les prennent beaucoup plus au sérieux. Il faudra pour cela renforcer les capacités humaines et institutionnelles.
- Les milieux spécialisés – services météorologiques, instituts de recherche et universités – devront redoubler d'efforts pour faciliter l'application des résultats des recherches scientifiques dans les domaines social et économique.

Encadré : Centre d'information sur l'environnement mondial

Le Centre d'information sur l'environnement mondial est une initiative commune de l'ONU et de l'Agence japonaise de l'environnement. Il s'occupe d'établir un lien entre le développement de l'information et l'environnement. Il a fort bien réussi à mobiliser les organisations non gouvernementales et à promouvoir une plus grande sensibilisation du public aux questions environnementales. Basé au Japon, le Centre fournit au reste du monde des éléments d'information sur le Japon et l'environnement, et vice versa. Il recherche également les moyens de faire d'Internet un outil de consultation populaire sur les questions environnementales. Les ensembles de données originales stockées au Centre sont particulièrement précieux. En 2000, les activités du Centre ont porté plus particulièrement sur la Journée mondiale de l'environnement 2000 (voir <http://www.geic.or.jp/wed2000/>) et la Conférence sur « La valeur des forêts » (voir <http://www.geic.or.jp/forest/>).

La valeur des forêts

Nul n'ignore la valeur économique des forêts, mais celles-ci jouent également un rôle vital dans la stabilité du climat de la planète. En outre, la plupart de la biodiversité terrestre se trouve dans les forêts. Or, l'on estime que 10 millions d'hectares de forêts anciennes sont détruits ou dégradés chaque année. Il est cependant de plus en plus préoccupant de constater que si les responsables politiques sont souvent conscients de la valeur des forêts, la communauté internationale a peine à adopter des mesures significatives dans ce domaine.

Étant donné la situation alarmante dans laquelle se trouvent aujourd'hui les forêts mondiales, le Centre d'information sur l'environnement mondial a organisé une importante conférence intitulée « La valeur des forêts – Conférence internationale sur les forêts et le développement durable », dans le but de faire bien comprendre le rôle multiple que jouent les forêts dans la promotion du développement durable. Cette réunion, organisée conjointement avec la Commission mondiale pour les forêts et le développement durable, l'Agence japonaise de l'environnement et l'Agence japonaise des forêts, a mis en relief toutes les valeurs inhérentes des forêts sous leurs diverses formes, notamment historiques, culturelles, écologiques et économiques. Ont notamment pris la parole à la Conférence Wakako Ironaka, Membre de la Diet japonaise, Ola Ullsten, ancien Premier Ministre de la Suède et CoPrésidente de la Commission mondiale pour les forêts et le développement durable, George Woodwell, Président du Centre de recherche de Woods Hole et d'autres experts représentant les milieux universitaires, les organisations internationales, les gouvernements et la société civile.

L'ONU s'emploie à préparer les activités à entreprendre dans différents domaines pour donner suite aux conclusions de la Conférence et aux mesures proposées dans la déclaration qu'elle a adoptée. Ainsi, elle a entrepris des discussions avec les parties prenantes intéressées pour étudier les moyens de renforcer la contribution que la société civile peut apporter à la régénération des forêts, ce qu'elle fera également lors de la sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à l'occasion de laquelle la question des forêts sera abordée sous l'angle du rôle qu'elles jouent comme puits de carbone. La

Conférence a également encouragé l'ONU à promouvoir l'adoption prochaine par l'Organisation des Nations Unies d'une « Année internationale des forêts » ainsi qu'à contribuer au processus Rio+10.

Sur la base de ses précédents travaux dans ce domaine⁹ l'ONU a lancé un nouveau projet pilote sur le rôle des forêts dans le développement durable. L'objectif ultime de ce projet est de mener des recherches ciblées et d'appuyer la création de réseaux et le renforcement des capacités pour promouvoir la contribution que les forêts peuvent apporter au développement durable dans les pays en développement et les pays en transition. Ces travaux sont entrepris en collaboration avec l'Institut hollandais de recherche sur les forêts et l'Institut forestier européen.

⁹ Matti Palo, ed., *Forest Transitions and Carbon Fluxes. Global Scenarios and Policies*, 1999 (dans la série d'Études sur le développement mondial publiées par l'ONU/WIDER).

Principales questions intersectorielles

Le *Plan stratégique 2000* a souligné la volonté de l'ONU de travailler davantage sur des questions intersectorielles afin de compléter les travaux entrepris dans les domaines thématiques susmentionnés, notamment en réalisant des études faisant intervenir plusieurs domaines d'activité et différentes disciplines académiques. Les questions relatives à la *mondialisation* – les forces qui l'alimentent, son impact et la réaction des pouvoirs publics – constituent déjà d'importants thèmes de recherches multidisciplinaires pour l'ONU. Deux exemples en sont les travaux entrepris par le Centre de l'ONU sur la légitimité des organisations internationales et par l'ONU/WIDER sur la régulation de la mondialisation. Les recherches menées par l'ONU/WIDER sur les problèmes auxquels se heurtent les pays en développement marginalisés dans le processus de mondialisation sont un autre exemple des travaux réalisés par l'ONU à ce sujet.

Cette section du rapport porte en particulier sur la Conférence internationale sur la « conscience mondiale » et sur les initiatives prises par l'ONU pour intégrer à ses activités la problématique hommes-femmes. Elle expose également les études menées par l'ONU sur la gouvernance de l'environnement mondial.

Vers une conscience mondiale

Les progrès spectaculaires de la science et de la technologie et l'évolution rapide des idées politiques et sociales transforment peu à peu la façon dont nous envisageons et organisons la société humaine. Bien que positifs pour la plupart, ces faits nouveaux doivent être soigneusement gérés pour éviter qu'ils n'accroissent encore les pressions qui s'exercent sur notre environnement naturel, creusent l'inégalité dans le monde et limitent la possibilité de participer au mécanisme de prise de décisions au plan international. À l'occasion de la Journée des Nations Unies, l'ONU et son Institut des hautes études, en coopération avec le Conseil Interaction, ont convoqué en 2000 une « Conférence internationale sur la conscience mondiale » pendant laquelle les participants ont, pendant trois jours, discuté et étudié certains des principaux problèmes éthiques auxquels est actuellement confrontée la communauté mondiale. Les principaux thèmes de la Conférence ont été les suivants : capitalisme mondial et développement durable; science, savoir et éthique; société, justice et équité internationales; et religion, parité hommes-femmes et culture.

Le ton de la Conférence a été donné par les trois orateurs qui l'ont ouverte – Hans Küng (Allemagne), Thomas Axworthy (Canada) et Yersu Kim (République de Corée) – qui ont replacé l'éthique dans le contexte du développement d'une civilisation mondiale juste et pacifique. Ils ont mis en relief un thème qui n'a cessé de réapparaître dans les trois journées qu'ont duré les débats, à savoir la nécessité de promouvoir un dialogue mondial véritablement inclusif pour s'attacher à mieux comprendre l'impact de la mondialisation.

La conférence internationale a été suivie par un Colloque international de jeunes sur la conscience et les valeurs mondiales, qui a duré une journée. Ce colloque a offert à de jeunes étudiants une tribune informelle qui leur a permis de discuter ensemble des thèmes évoqués lors de la conférence internationale. Les débats ont été extrêmement productifs et ont débouché sur une demande des étudiants tendant à ce qu'il soit créé formellement une Association de jeunes de l'ONU qui permette aux

étudiants de poursuivre leurs débats et de participer plus activement aux activités de l'UNU.

Ces conférences ont représenté les premières contributions majeures de l'UNU à l'« Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations : 2001 » (Résolution 53/22 de l'Assemblée générale du 4 novembre 1998). Comme l'a souligné le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, dans le message qu'il a adressé à la Conférence, l'UNU est particulièrement bien placée pour contribuer au « dialogue entre les civilisations », ayant reçu pour mandat de mener des recherches sur les problèmes et les défis qui affectent tous les membres de la communauté internationale. L'Université organisera au cours des mois à venir une série de quatre ateliers qui déboucheront en juillet/août 2001 sur une grande conférence qui aura lieu à Tokyo et à Kyoto. Les ateliers porteront respectivement sur l'éducation, la science, l'éthique et les médias dans le contexte du dialogue entre les civilisations.

Pragmatique hommes-femmes

Bien que presque tous les établissements du système de l'UNU aient déjà mené à bien par le passé des projets sur la problématique hommes-femmes dans leurs activités de recherche ou de renforcement des capacités, le *Plan stratégie 2000* a reflété la volonté de l'UNU de mieux intégrer à ses activités la problématique hommes-femmes, l'intention étant non pas de traiter ce sujet isolément, comme c'est le cas des recherches ou des activités de renforcement des capacités spécifiquement axées sur les femmes, mais plutôt d'appliquer une approche systématique allant au-delà de projets isolés et englobant des programmes et des activités de suivi et d'évaluation tenant compte de la perspective hommes-femmes. Aussi l'UNU a-t-elle entrepris de préparer un « Plan d'action pour la parité hommes-femmes » qui constituera le cadre des efforts déployés dans ce domaine au sein de l'ensemble du système de l'Université. Ce plan indiquera clairement quels sont les objectifs spécifiques de l'intégration de la problématique hommes-femmes dans le contexte de l'UNU, et exposera les procédures et recommandations à suivre pour intégrer la problématique hommes-femmes à la conception, à l'exécution, au suivi et à l'évaluation du projet. En outre, le plan d'action déterminera les domaines prioritaires pour les futures activités de recherche et de renforcement des capacités.

En 2000, pour commencer à préparer le plan d'action, le Centre de l'UNU a invité 10 experts spécialisés dans les questions féminines et la problématique hommes-femmes pour exposer quels sont, à leur avis, les problèmes liés à la parité hommes-femmes qui sont les plus pressants et qui appellent des recherches plus approfondies et indiquer quels sont les domaines dans lesquels l'UNU pourrait apporter la contribution la plus utile. Les débats, animés et concrets, ont mis en relief la nécessité pour l'UNU d'exploiter ses liens avec les milieux universitaires ainsi qu'avec les organes internationaux de prise de décisions. Le groupe a proposé que l'UNU constitue le Centre d'un réseau de recherches sur la parité hommes-femmes afin de traduire les recherches académiques en politiques, l'accent étant mis en particulier sur la combinaison des perspectives du Nord et du Sud.

Organisation mondiale du commerce et la gouvernance mondiale¹⁰

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est un acteur important en matière de gouvernance mondiale. Depuis sa création, en janvier 1995, elle a, par la discipline commerciale qu'elle est chargée de faire respecter, profondément affecté la réglementation de près de 140 États souverains et affecté ainsi la vie quotidienne de tous leurs citoyens. De ce fait, elle s'est trouvée au centre de controverses dans des domaines très éloignés de la politique commerciale traditionnelle. Les groupes de défense de l'intérêt public, à Seattle et ailleurs, ont réagi en exigeant d'avoir voix au chapitre dans les processus de l'OMC et l'introduction par celle-ci de réformes majeures.

Les réformes ne seront pas faciles. Les architectes de l'OMC sont fiers d'avoir édifié ce qu'ils considèrent comme un pilier majeur de la coopération économique mondiale institutionnalisée. Ils relèvent en particulier que l'OMC a réussi à faire ce que les gouvernements attendaient d'elle : réduire les obstacles aux échanges et veiller à ce que le commerce international se fasse conformément aux règles convenues.

La question clef est de savoir comment les responsables politiques devraient réagir aux pressions auxquelles est aujourd'hui soumis le système de l'OMC tout en veillant à préserver un système commercial qui s'est traduit par une expansion sans précédent de l'économie mondiale et a contribué à la coexistence pacifique des États. Pour aider à faire la lumière sur ce point, l'ONU a rassemblé un certain nombre d'experts représentant des intérêts extrêmement divers sur la scène politique internationale. D'importantes personnalités s'intéressant tout particulièrement au bon fonctionnement du système commercial, dont Kofi Annan et Renato Ruggiero, ont exprimé leurs vues quant au rôle que devrait jouer l'OMC dans la gouvernance mondiale.

Gouvernance de l'environnement mondial

Bien que l'environnement mondial soit affecté par toute une série de processus complexes et interdépendants, les accords et conventions conclus sous les auspices des Nations Unies sont généralement consacrés à des problèmes spécifiques. Pour faciliter l'élaboration d'une approche coordonnée de la politique environnementale, l'ONU a convoqué en 1999 une grande conférence internationale intitulée « Conférence internationale pour l'établissement de liens internationaux : effet de synergie et coordination des accords environnementaux multilatéraux » afin de donner un élan nouveau aux efforts déployés au plan international pour faire mieux comprendre et mieux saisir le problème. Les débats de la conférence ont porté principalement sur cinq thèmes généraux : mécanismes scientifiques, systèmes d'information, institutions, financement et gestion des problèmes¹¹. Depuis la conférence, différentes décisions concernant l'établissement de ces liens ont été adoptées sous l'égide de plusieurs conventions environnementales ou conférences des Parties (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique et Convention-cadre des Nations Unies sur les

¹⁰ Gary P. Sampson, *et al.*, *The Role of the World Trade Organization in Global Governance*, Tokyo : Presses de l'ONU, 2001.

¹¹ Inter-linkages Report – <http://www.geic.or.jp/interlinkages/docs/UNURReport.PDF>

changements climatiques), et les secrétariats de plusieurs conventions environnementales multilatérales ont entrepris des programmes dans ce domaine.

Il reste cependant beaucoup à faire pour faire mieux comprendre les principaux problèmes qui se posent et pour institutionnaliser le principe de l'établissement de liens au niveau de l'exécution. Aussi l'ONU at-elle lancé une initiative concernant les interactions, composée de trois phases annuelles devant déboucher sur un examen final en 2002. Les activités envisagées visent à approfondir les connaissances de chacun des cinq domaines susmentionnés ainsi qu'à contribuer à l'identification et à l'élaboration de cadres types d'application pouvant être utilisés aux échelons régional et national ainsi qu'aux questions qui se chevauchent et qui risqueraient de susciter un conflit entre les objectifs des différents accords environnementaux multilatéraux (voir la figure 3).

En 2002, l'ONU convoquera la deuxième Conférence internationale sur les effets de synergie et la coordination entre les accords multilatéraux relatifs à l'environnement pour évaluer les résultats de cette initiative triennale et passer en revue les activités réalisées par d'autres institutions, programmes, organisations et gouvernements. La deuxième conférence constituera une occasion d'échanger des idées et d'identifier les orientations et les besoins futurs en matière d'interaction entre les différents accords. Elle offrira également la possibilité de passer en revue l'intégralité des travaux entrepris à ce sujet de sorte que leurs résultats puissent faciliter le processus Rio+10.

Figure 3. Cadre général de l'initiative de l'UNU concernant des interactions

Le programme réalisé par l'UNU en matière de renforcement des capacités a pour objet de consolider les institutions académiques dans les pays en développement et d'aider au développement des carrières des chercheurs et scientifiques. L'UNU accorde chaque année plus de 120 bourses d'études à des jeunes chercheurs dans des domaines allant de la nutrition humaine à la biodiversité ou à la gestion des pêcheries. En outre, elle s'efforce de développer ses « activités intégrées de renforcement des capacités », c'est-à-dire d'intégrer des efforts de renforcement des capacités à ses activités de recherche ou à des projets de développement.

Plusieurs faits nouveaux particulièrement importants sont à signaler pour l'année 2000.

Vers une université virtuelle¹²

La flexibilité d'Internet offre d'excellentes possibilités de faciliter l'éducation continue et d'autres formes d'éducation à distance, comme celles qui sont inspirées du modèle de l'université ouverte. L'Initiative concernant l'Université virtuelle lancée par l'Institut des hautes études de l'UNU constitue un nouveau moyen d'appuyer et de promouvoir l'éducation, la recherche et la diffusion de l'information par Inter-

¹² <http://vulab.ias.unu.edu/>

net. À terme, l'Université virtuelle constituera pour l'ONU un important moyen d'aider à combler le fossé du savoir entre pays développés et pays en développement et constituera aussi pour les organismes des Nations Unies un mécanisme d'appui qui leur permettra de transférer les activités menées dans le cadre des projets dans des modules pédagogiques et didactiques¹³.

Concrètement, l'Initiative concernant l'Université virtuelle a pour but appuyer et de faciliter les processus pédagogiques au moyen d'Internet. Elle se distingue ainsi de bien des universités virtuelles précédentes, fondées sur les télécommunications par satellite et vidéoconférences. Depuis que ce projet a été lancé, en 1998, l'Initiative a porté surtout sur la recherche-développement dans trois domaines:

- Conceptualisation et mise au point d'une base de logiciels pour appuyer l'élaboration et l'utilisation d'applications pédagogiques individualisées et interactives, appelée Classroom Anywhere (CA);
- Élaboration de mécanismes et de systèmes permettant de diffuser efficacement l'instruction au moyen des concepts CA; et
- Création de modules pédagogiques sur des sujets spécifiques, comme l'environnement. En octobre 2000, par exemple, l'ONU/IAS a élaboré un prototype de module de démonstration pour la base de données sur les ressources mondiales (GRID) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sur la base du rapport sur les « Perspectives mondiales en matière d'environnement 2000 ».

Pour faciliter les recherches, des liens ont été établis avec des centres d'excellence de réputation internationale en matière d'éducation virtuelle, dont l'Université de Tokyo, l'Université de Santa Catarina au Brésil, l'Université virtuelle de hautes études, également au Brésil, l'Université Carnegie Mellon, aux États-Unis, l'École polytechnique de Waikaito, en Nouvelle-Zélande, l'Université du Minnesota, aux États-Unis, et l'Université de Hong Kong. Le réseau de collaborateurs participant aux recherches menées au sujet de l'Université virtuelle se développera sans doute beaucoup dans un proche avenir pour se transformer en un consortium d'institutions s'intéressant toutes à l'élaboration et à la mise en pratique de modules d'éducation virtuelle.

Centre didactique virtuel des Nations Unies pour la gestion des eaux

L'ONU/INWEH contribue à l'important investissement qu'effectue l'ONU pour exploiter le potentiel des technologies de l'information afin d'améliorer les pratiques suivies partout dans le monde en matière de gestion des eaux. Cette initiative novatrice de l'ONU tend à rendre possible une éducation à distance et un échange d'informations sur les pratiques optimales afin d'améliorer la gestion des eaux dans les pays en développement. L'ONU/INWEH aidera le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, à New York, à mettre au point un centre didactique virtuel électronique en matière de gestion des eaux.

Le principal élément du Centre didactique virtuel est un programme de formation pour adultes concernant la gestion intégrée des ressources hydrauliques. Ce

¹³ Pour plus amples informations, voir Tarcisio Della Senta et Ted Tschang, eds., *Access to Knowledge: New Information Technologies and the Emerging Virtual University*, IAU Press, Pergamon, 2000.

module de formation sera accessible par CD-ROM et par Internet et appuyé par un réseau d'instituts régionaux de formation. Ce programme s'adresse aux praticiens des pays en développement souhaitant approfondir leurs connaissances des concepts et des pratiques modernes de gestion de l'eau. Il sera offert gratuitement ou au prix coûtant. Il comprendra 10 cours comportant au total 250 heures d'instruction qui seront sanctionnées par un diplôme de l'UNU.

Programmes de formation

L'UNU organise un grand nombre de programmes de formation visant à renforcer les capacités aussi bien individuelles qu'institutionnelles au moyen d'une formation spécialisée. Pour la plupart de ces programmes, il peut être accordé des bourses d'études à des chercheurs – et surtout à de jeunes chercheurs – et à des praticiens de pays en développement.

Formation aux sciences informatiques

L'UNU/IIST s'attache, par ses activités de formation, ses projets et ses services d'appui institutionnel, à renforcer les capacités dans le domaine de l'éducation à l'informatique. La formation offerte par l'UNU/IIST comprend des cours organisés dans des pays en développement, des bourses d'études à l'Institut, à Macao, et un appui pour des séjours dans des universités de pays développés. Cette formation est offerte aux chargés de cours, étudiants du troisième cycle et ingénieurs de logiciels de pays en développement. Comme les ressources disponibles sont limitées, l'accent est mis sur la diffusion de connaissances et la formation de formateurs ainsi que sur l'appui au développement exécutif plutôt qu'à des études individuelles. Si l'on y inclut les boursiers formés dans le cadre des autres projets de l'UNU/IIST, le nombre total de boursiers en l'an 2000 a atteint 53, de 13 pays.

Deux projets en particulier illustrent les travaux menés par l'UNU dans ce domaine. Le « Projet d'élaboration de programmes d'études » aide les universités des pays en développement à enseigner les méthodes pédagogiques formelles, comme base pour l'ingénierie des logiciels. Il est offert des bourses d'études à Macao, où les boursiers peuvent apprendre les méthodes formelles dans la pratique, préparer des matériels pédagogiques et apprendre à enseigner. Les matériels qu'ils produisent peuvent être librement consultés. En l'an 2000, il a été formé neuf boursiers de quatre pays.

Le « Projet de développement de l'enseignement de l'informatique dans les universités des pays en développement », qui n'est pas limité aux méthodes formelles, a pour objet d'aider les universités de ces pays à enseigner l'informatique en général. Le projet offre à des chargés de cours de pays en développement la possibilité de visiter des universités réputées des pays développés, d'assister aux cours que leurs universités souhaiteraient enseigner et d'apprendre à les présenter. De retour dans leurs pays, ils introduisent ces nouveaux cours ou mettent à jour les cours existants en faisant profiter d'autres chargés de cours de leurs propres universités ou d'autres établissements des connaissances qu'ils ont acquises. L'UNU/IIST fournit une aide financière aux intéressés comme s'ils étaient ses propres boursiers et leur fournit les manuels recommandés. L'université d'accueil fournit gratuitement les matériels pédagogiques, l'accès aux cours, consultations et aux autres ressources nécessaires. En 2000, il a été formé sept boursiers de cinq pays.

Programme de formation de l'ONU aux méthodes de télédétection

Le quatorzième Cours international de formation aux techniques de télédétection a commencé le 24 avril 2000 à l'Institute Nacional de Pesquisas Espaciales du Brésil avec cinq boursiers de l'ONU de différents pays d'Amérique latine. Ce cours annuel traite des sites physiques de la télédétection, du comportement spectral des cibles naturelles, des systèmes de senseurs et des satellites, de l'utilisation du radar, de l'analyse visuelle des données recueillies par télédétection, du traitement de l'imagerie numérique, des méthodes de recherche scientifique et du programme ERS-1.

Formation de dirigeants

L'Initiative internationale de formation des dirigeants (UNU/ILA) a organisé en juin 2000 son premier cours de formation de dirigeantes sur le thème « L'intégration de la problématique hommes-femmes aux efforts de développement ». Ce cours avait essentiellement pour objectif de mettre les femmes mieux à même de participer aux processus de prise de décisions, comme prévu par le Programme d'action de Beijing. Ce cours, d'une durée de 18 jours, a eu lieu à New York et à Amman, en Jordanie. Le module de New York a porté principalement sur la théorie de la prise de responsabilités et sur la direction politique. Des participantes ont écouté des exposés, entre autres, de Louise Fréchette, Vice-Secrétaire générale de l'ONU, de Mary Robinson, Haut Commissaire aux droits de l'homme, et de Catherine Bertini, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM). A Amman, les participantes ont concentré leur attention sur le renforcement de l'autonomie personnelle et les aspects locaux, nationaux et mondiaux du Programme d'action de Beijing dans le contexte des efforts entrepris sur le thème « Les femmes et la prise de décisions ». Ce programme a ainsi combiné des questions liées à la formation de dirigeantes et des aspects concernant l'intégration de la problématique hommes-femmes aux efforts de développement, l'accent étant mis sur l'accès à des postes de responsabilité et de décision.

L'UNU/ILA a organisé en novembre 2000 son deuxième cours mondial sur le thème « Le rôle des dirigeants dans le rétablissement de la paix après les conflits »; l'intention étant de mettre en relief le changement d'attitudes requis des dirigeants qui, pendant le conflit, ont mené des factions dans un affrontement vain et violent avec leurs adversaires et qui, après la signature d'un accord, doivent élargir leur représentativité et consentir à des compromis dans l'intérêt de tous. La question essentielle à traiter est la suivante : les qualités de chef qu'exige le rétablissement de la paix diffèrent-elles de celles qui se manifestent en période de conflit? Le premier module du cours a porté sur les qualités de chef tandis que le second a été consacré plus particulièrement à quatre études de cas, à savoir l'Irlande du Nord, l'Afrique du Sud, l'Indonésie et le Timor oriental et Israël et la Palestine. Dans chaque cas, les dirigeants des principaux partis politiques ont été invités à proposer des personnalités influentes de leur parti pour participer aux cours, et quelques-uns d'entre eux ont été invités à y assister comme conférenciers.

L'UNU/ILA a également organisé en octobre son premier cours de formation de dirigeants nationaux en Jordanie, sur le thème « Le rôle des dirigeants dans la gestion des catastrophes : point de vue de la Jordanie ». Comme ce pays est exposé à des catastrophes naturelles de différents types (tremblements de terre, inondations soudaines, sécheresses, manque d'eau), l'UNU/ILA a aidé à former un cadre de û-

turs dirigeants du Service de la gestion des catastrophes de la Direction de la défense civile.

Cours internationaux de l'UNU

La phase pilote des cours internationaux s'étant achevée avec succès en 1999, la première série de cours ordinaires a été réalisée à Tokyo au printemps 2000 avec 50 participants de 34 pays sélectionnés parmi plus de 200 candidats. Ce programme est destiné à des étudiants de cycle universitaire supérieur et à des cadres qui souhaitent exercer des professions ayant trait aux relations internationales, dans la fonction publique ou dans des organismes privés. Les participants aux cours de cette année avaient ainsi des antécédents extrêmement divers : étudiants du troisième cycle, universitaires, personnel d'institutions gouvernementales ou non gouvernementales nationales, diplomates et journalistes de tous les continents. Les cours ont été axés plus particulièrement sur « Les conflits armés et le maintien de la paix », « Institutions et gouvernance gouvernementales », « Les droits de l'homme : concepts et problèmes » et « Le commerce international et le règlement des différends ».

Séminaires mondiaux

Les séminaires mondiaux de l'UNU, organisés sur une base annuelle, ont pour objectif de sensibiliser les jeunes vivant au Japon aux questions concernant l'Organisation des Nations Unies et aux grands problèmes mondiaux. Le programme ayant été élargi en 1999 pour ajouter aux deux séminaires annuels de Shonan et de Kobe un troisième à Okinawa, il en a été ajouté deux autres en 2000, à Hokkaido et à Shimane. Le séminaire de Shonan (16e de la série depuis 1985) a porté sur le thème « Les défis que devra relever l'Organisation des Nations Unies au XXIe siècle ». Le séminaire de Kobe (sixième du nom depuis 1995) a été organisé en collaboration avec le Centre de Kobe pour la coopération internationale sur le thème « L'humanité et les civilisations face à la mondialisation ». Le premier séminaire de Shimane a été consacré à « L'Asie du Nord-Est et le monde au XXIe siècle ». Le premier séminaire de Hokkaido a été axé sur « L'État et les groupes ethniques au XXIe siècle » et le séminaire d'Okinawa sur « La problématique hommes-femmes et les politiques gouvernementales au seuil du nouveau Millénaire ».

Paix et environnement en Asie centrale

Grâce aux fonds provenant du don à la mémoire de Yutaka Akino, l'UNU fournit une aide financière à des étudiants en doctorat et à des chercheurs japonais du troisième cycle pour leur permettre de participer à des activités de recherche sur le terrain sur le thème général « La paix et l'environnement en Asie centrale ». Quatre jeunes chercheurs japonais ont reçu une telle assistance en 2000.

Ressources naturelles en Afrique

L'Institut des ressources naturelles en Afrique (UNU/INRA) a pour mission d'aider les institutions africaines à produire des diplômés bien formés, bien équipés et solidement motivés qui soient capables de mettre au point, d'adapter et de diffuser des technologies de nature à promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources naturelles du continent. L'une des principales activités de l'Institut a été le Cours international de formation sur « La culture des tissus végétaux », organisé en collaboration

avec le Département de botanique de l'Université du Ghana (à Legon), l'Institut international des ressources phytogénétiques et l'Institut international d'agriculture tropicale, qui a pour objectif de dispenser une formation intensive sur les technologies relatives à la culture des tissus végétaux ou à des chercheurs, à des formateurs et à des ingénieurs de l'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. La formation porte plus particulièrement sur les techniques permettant de conserver, d'évaluer et d'améliorer génétiquement les récoltes vivrières et les végétaux utiles du continent. Comme les techniques de culture des tissus végétaux ont de multiples applications, il s'agit là d'un aspect de la biotechnologie, relativement peu onéreux, qui peut beaucoup contribuer à améliorer la sécurité alimentaire en Afrique.

Les récents progrès de l'informatique offrent d'excellentes occasions d'utiliser toute une série de méthodes d'analyse qualitative et quantitative pour étudier les possibilités d'exploitation à long terme des ressources naturelles de manière à concilier les multiples objectifs des populations rurales sans entraîner de dégradation sensible de l'environnement. Dans ce contexte, l'UNU/INRA a fourni une assistance technique pour la préparation et l'organisation de trois cours de spécialisation sur les applications de l'informatique à la gestion et à la conservation des ressources naturelles; ces cours ont été organisés au Département d'informatique de l'Université de Yaoundé I, dans le but d'inculquer aux universitaires, chercheurs et scientifiques africains les compétences nécessaires pour analyser la situation des ressources naturelles et faciliter la formulation des politiques dans ce domaine.

Applications de la biotechnologie

Le programme de l'UNU sur la biotechnologie en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNU/BIOLAC), basé à Caracas (Venezuela), s'intéresse essentiellement aux aspects de la biotechnologie moderne qui concernent la santé et aux efforts tendant à progresser dans les domaines nouveaux que sont la bioéthique, la sécurité biologique, la bio-informatique et le génome humain. Cette année, le programme a été orienté surtout vers l'octroi de bourses de formation ainsi que sur la préparation de recherches dans de nouveaux domaines spécialisés et l'établissement de contacts avec des chercheurs et des instituts de recherche pour renforcer les cours de formation universitaires. L'UNU/BIOLAC a également, pour la première fois, entrepris de rassembler des industriels, des chercheurs et des représentants des gouvernements pour discuter des questions liées à la sécurité biologique. Le réseau de recherches sur la tuberculose, créé il y a cinq ans, a mené à bien sa dernière année d'activités avec un atelier et un cours de formation.

Amélioration des méthodes traditionnelles de fermentation des aliments et des technologies élémentaires

L'UNU, en coopération avec trois institutions associées – l'Institut national japonais de recherches alimentaires de Tsukuba, le Département des technologies alimentaires et de la nutrition de l'Université de Nairobi (Kenya) et le Central Food Technological Research Institute de Mysore (Inde) – a fourni à des spécialistes diplômés une formation individualisée à la recherche dans les domaines de la fermentation des aliments, des technologies alimentaires et de la nutrition.

Analyse et gestion des risques géologiques

L'UNU accorde des bourses à des chercheurs de pays en développement pour leur permettre de participer au cours de formation sur l'analyse et la gestion des risques géologiques (CERG), qui a lieu chaque année à l'Université suisse de Genève. Ce cours a pour but de développer la base de connaissances et les compétences requises pour prendre des mesures efficaces afin d'atténuer l'impact des catastrophes naturelles.

Diversité biologique

Le deuxième programme de formation à la diversité biologique qui a commencé en septembre à l'Université de Gand, en Belgique, comprend cette année huit boursiers de l'UNU, de la Chine, de l'Égypte, de l'Éthiopie, de l'Inde, du Kenya (2), du Mexique et de la Tanzanie. Ce programme offre une formation approfondie aux professionnels en matière de suivi, de conservation et de gestion de la diversité biologique dans les pays en développement. La formation comprend des cours donnés par des experts de l'Université ou de l'extérieur, des projets de recherche individuelle et des voyages d'étude dans des institutions qui travaillent dans ce même domaine, en Belgique ou dans les pays voisins.

En 2000, l'UNU et l'UNESCO ont lancé un nouveau cours international sur la conservation et la surveillance de la biodiversité dans les écosystèmes côtiers, en particulier dans les forêts de palétuviers. Ce cours de formation, d'une durée de deux semaines, aura lieu chaque année, au printemps à l'Annamalai University, en Inde. Il s'adresse aux chercheurs et aux responsables de programmes de formation dans la région de l'Est et du Sud-Est de l'Asie.

Science et technologie au service de la durabilité

L'UNU et l'Institut d'études scientifiques et technologiques de Kwangju (K-JIST) ont lancé un nouveau programme sur le thème général de « La science et la technique au service de la durabilité ». Dans le cadre de ce programme, des bourses peuvent être accordées à 11 étudiants de maîtrise et six étudiants de doctorat de pays en développement qui désirent poursuivre leurs études du troisième cycle dans les départements de l'information et de la communication, des sciences et de l'ingénierie des matériaux, de la mécatronique, des sciences et de l'ingénierie environnementales ou de la biologie de l'Institut de Kwangju. Chaque bourse couvrira l'intégralité des frais de scolarité (deux ans pour les étudiants de maîtrise et quatre ans pour les étudiants en doctorat, le voyage aller-retour par avion, le logement sur le campus et une allocation mensuelle.

Energie géothermique

En 2000, la vingt-deuxième session annuelle du Programme de formation en géothermie (UNU/GTP) de l'UNU a été organisée en coopération avec le Gouvernement islandais. L'UNU a accordé 18 bourses à des scientifiques et ingénieurs provenant des pays suivants : Chine (5), Costa Rica (1), El Salvador (1), Fédération de Russie (1), Iran (1), Kenya (2), Ouganda (1), Pologne (3), Tunisie (1) et Ukraine (2). Les boursiers ont reçu une formation spécialisée dans les domaines ci-après : ingénierie des réservoirs, chimie des fluides thermiques, technologie des forages, études environnementales, géologie des forages, exploration géologique, exploration géophysique et utilisation géothermique.

Pêches

L'autre activité organisée en Islande concerne la troisième session du cours de formation aux pêcheries de l'ONU (ONU/FTP). Cette année, le nombre de participants est passé de 9 à 14, dont sept d'Afrique et six femmes. Après avoir suivi un cours d'introduction de huit semaines, cinq stagiaires se sont spécialisés dans l'évaluation et la surveillance des ressources marines et des ressources des eaux intérieures, cinq dans la surveillance de la qualité de la manutention et du traitement du poisson, deux dans la gestion des entreprises de pêche et la commercialisation des produits de la pêche, un dans la technologie des engins de pêche et un dans la formulation des politiques et la planification des pêcheries. Cette année, ONU/FTP a été l'un des parrains officiels du troisième Congrès mondial sur la pêche qui s'est tenu à Beijing sur le thème « Le poisson, nourriture du monde pendant le prochain Millénaire : équilibre entre production et environnement ».

Stages de doctorat

Plusieurs instituts de l'ONU offrent des stages de doctorat sur différentes questions relevant de leurs divers domaines d'activité. Ainsi, depuis cinq ans, l'ONU/INTECH organise conjointement avec l'Université de Maastricht un programme de stages de doctorat sur les aspects économiques et politiques du changement technique. À ce jour, 16 étudiants, en trois groupes, ont suivi ce programme. Le premier groupe devrait achever ses études en 2001. En outre, l'ONU/INTECH a également offert des stages de trois mois aux étudiants en doctorat inscrits dans des instituts ou universités de pays en développement. Des bourses de trois mois ont été accordées à cinq de ces étudiants en 2000. L'ONU/IAS offre chaque année six bourses à des étudiants en doctorat et six autres à des chercheurs du troisième cycle pour réaliser des recherches sur des questions liées au développement durable. En outre, l'ONU/WIDER offre des stages de quatre à six mois à des étudiants en doctorat qui travaillent sur des questions liées aux aspects économiques du développement et de la transition en rapport avec le programme de recherche de l'Institut. L'ONU/IIST, enfin, a offert quatre bourses d'études de doctorat et six bourses d'études de maîtrise sur des questions concernant la technologie des logiciels.

Renforcement des capacités grâce à la création de réseaux

Par ailleurs, l'ONU s'attache à faciliter les échanges scientifiques, particulièrement la coopération Sud-Sud, en appuyant la création de réseaux de chercheurs de pays en développement.

Renforcement des capacités institutionnelles en matière d'alimentation et de nutrition

En 2000, dans le cadre de son programme d'alimentation et de nutrition pour l'amélioration du bien-être humain et social, l'ONU a appuyé l'organisation de trois ateliers en Afrique et en Amérique latine. Ces ateliers ont offert à des personnes appelées à jouer un rôle majeur dans le domaine de la nutrition la possibilité d'enrichir leurs connaissances de l'expérience acquise par des spécialistes réputés ainsi que de recevoir une formation pratique aux techniques de direction, de communication et de gestion.

L'informatique en Afrique

Tous les deux ans, le Comité scientifique africain de l'informatique (CARI) organise une conférence pour faciliter un échange d'informations et l'établissement de contacts entre spécialistes africains de l'informatique. L'ONU appuie ces conférences au moyen d'une subvention globale destinée à couvrir les frais de voyage des jeunes scientifiques africains qui travaillent dans des universités et centres de recherche. La Conférence de 2000, cinquième de la série, a eu lieu en octobre à Tananarive, à Madagascar.

Activités relatives à la création de réseaux

Du fait de l'internationalisation croissante des programmes de recherche et de la rapidité des progrès des technologies de l'information et de la communication, la création de réseaux est de plus en plus indispensable à la génération de connaissances, à l'éducation et à la diffusion de l'information. Ces tendances ont permis de créer de nouveaux réseaux de praticiens et de chercheurs. Les nouvelles technologies devraient également permettre à l'UNU de créer des partenariats encore plus larges rassemblant des organismes des Nations Unies, des sociétés savantes, des associations professionnelles, des organismes du secteur privé et d'autres éléments de la société civile.

Au cours des quelques dernières années, l'UNU s'est employée à lancer de nouvelles initiatives et à nouer des liens avec d'importants groupes de recherche, organismes internationaux et associations professionnelles et en participant à des réseaux extérieurs poursuivant des objectifs semblables à ceux de l'Université. On trouvera à l'annexe 2 une liste des nouveaux accords signés en 2000. L'UNU cherche tout particulièrement à resserrer ses liens avec les autres organismes des Nations Unies (voir la section suivante) et espère pouvoir le faire aussi avec des instituts de recherche et autres institutions apparentées, particulièrement de pays en développement (voir l'annexe 3 pour les liens existants).

On trouvera dans la présente section un aperçu de quelques domaines thématiques dans lesquels l'UNU mène d'importantes activités relatives à la création de réseaux ou y participe.

L'UNU et le Congrès mondial de géothermie de 2000

L'énergie géothermique est aujourd'hui, après la biomasse et l'hydroélectricité, la troisième source mondiale d'énergie renouvelable. En 2000, plus de 58 pays du monde ont utilisé l'énergie géothermique, et il subsiste de grandes possibilités d'accélérer l'exploitation de l'énergie géothermique pour la génération d'électricité ou l'utilisation directe (pour le chauffage) dans un proche avenir. Encourager une meilleure utilisation de cette source d'énergie à la fois sûre et propre est une priorité de l'UNU depuis plus de 20 ans. Pendant la période 1979-2000, 245 scientifiques et ingénieurs de 36 pays ont suivi la formation spécialisée de six mois offerte dans le cadre du Programme de formation en géothermie (UNU/GTP) de l'UNU en Islande, et plus de 70 ont reçu une formation de plus courte durée (de deux semaines à quatre mois).

L'UNU/GTP a pris une part très active aux préparatifs et aux activités du Congrès mondial de géothermie de 2000 qui a eu lieu au Japon du 28 mai au 10 juin. Le Congrès est organisé tous les cinq ans par l'Association internationale de géothermie. À cette occasion, il a rassemblé quelque 1 250 participants (plus de 100 accompagnateurs) de 61 pays, et il a été présenté 670 études techniques. Le Recteur de l'UNU a prononcé en séance plénière une allocution sur la question de la coopération internationale. Les boursiers formés en Islande dans le cadre du Programme UNU/GTP pendant la période 1979-1999 ont été les auteurs ou coauteurs de 88 des études techniques présentées au Congrès. Non seulement les boursiers ont-ils apporté une contribution très significative au Congrès, mais encore leur participation a

renforcé la position de leurs institutions et de leurs pays respectifs dans le contexte de la coopération internationale dans le domaine de la géothermie.

Réseau mondial de développement¹⁴

L'UNU participe également à une importante initiative de création de réseaux, le Réseau mondial de développement, association nouvelle d'instituts de recherche et de centres de réflexion dont le but est de générer et de mettre en commun les connaissances ayant trait au développement. Le Réseau mondial de développement s'efforce de faciliter l'établissement de réseaux et de créer des produits qui renforceront les capacités de recherche et aideront les chercheurs à communiquer leurs connaissances au décideurs. L'objectif principal – générer et mettre en commun les connaissances ayant trait au développement – ressemble de très près au mandat et aux activités de l'UNU.

La Réunion annuelle de 2000 a eu lieu à Tokyo et, à cette occasion, l'UNU a apporté une autre contribution importante à cette très utile initiative. Le Recteur a présidé une table ronde sur « les contributions au développement », pendant laquelle quatre éminents penseurs ont parlé de la contribution que leurs disciplines respectives apportaient au développement. En outre, l'UNU/INTECH a organisé une table ronde sur « le renforcement des systèmes nationaux et locaux d'innovation », présentée par Louk de la Rive Box, du Fonds Prins Claus pour la culture et le développement.

Programme pour l'alimentation et la nutrition

Le Programme pour l'alimentation et la nutrition, maintenant coordonné depuis l'Université de Cornell, est l'un des programmes les plus solides de l'UNU. En 2000, il a été axé sur six grands projets mondiaux et un certain nombre de projets de portée plus limitée. Il a accordé 15 bourses de recherche et publié les numéros trimestriels de deux bulletins d'information. Les projets inclus dans ce programme sont les suivants :

- Réseau international de systèmes de données relatives à l'alimentation (INFOODS)
- Projet international sur l'alimentation enrichie en fer (IINP)
- Groupe consultatif international sur l'énergie alimentaire (IDECG)
- Étude de référence multinationale sur la croissance (MGRS)
- Initiative mondiale en vue de renforcer les capacités institutionnelles en matière d'alimentation et de nutrition
- Initiative des responsables africains (projet mené en coopération avec l'Union internationale des sciences de la nutrition)
- Harmonisation des méthodes utilisées pour définir des normes alimentaires nationales.

¹⁴ <http://www.gdnet.org>

En 2000, on s'est surtout attaché à renforcer les capacités de l'Afrique, et il a été organisé deux ateliers, l'un en Afrique de l'Est et l'autre en Afrique de l'Ouest.

Émissions nulles

Le Forum de l'ONU sur l'absence totale d'émissions de polluants a pour but d'encourager un modèle de développement permettant à la totalité des intrants industriels d'être transformés en produits finals ou aux déchets d'être utilisés de manière rentable dans une autre chaîne de production. En fin de compte, la fabrication devient une suite de cycles de production et de systèmes de recyclage. Ainsi, différentes branches d'activité peuvent être organisées en « grappes » au sein d'une seule et même société ou en groupes interdépendants d'industries, afin qu'aucun déchet ne soit déversé dans l'atmosphère, le sol ou l'eau.

Le Forum sur l'absence totale d'émissions de polluants rassemble des représentants des milieux d'affaires, des gouvernements et de la communauté scientifique afin de promouvoir la recherche multidisciplinaire internationale sur les tendances de la société et de la technologie. Il a également pour but de stimuler des initiatives semblables aux échelons régional et local dans tous les secteurs industriels et sociaux, partout dans le monde, et de faire en sorte que les objectifs d'émissions nulles soient incorporés aux politiques élaborées par les pouvoirs publics. Le réseau se compose de 40 entreprises privées japonaises, de plus de 60 administrations locales et de quelque 75 scientifiques.

L'ONU et le deuxième Forum mondial de l'eau : la sécurité des ressources en eau au XXI^e siècle

Trop nombreux sont encore ceux qui, partout dans le monde, n'ont pas accès à des quantités suffisantes d'eau salubre pour satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. L'Université des Nations Unies a mené des recherches sur une large gamme de questions liées à la sécurité des ressources en eau. A la suite du deuxième Forum mondial de l'eau et de la Conférence ministérielle qui s'est tenue à La Haye du 17 au 22 mars 2000, les chefs de secrétariat de six organismes des Nations Unies – FAO, PNUE, UNESCO, ONU, OMS et OMM – ont appuyé la Déclaration ministérielle de La Haye, qui met en relief l'objectif commun consistant à garantir la sécurité des ressources hydrauliques au XXI^e siècle et le rôle que peut jouer le système des Nations Unies dans le domaine de la gestion des eaux.

Ainsi, l'ONU collabore avec l'UNESCO pour élaborer un Rapport sur la mise en valeur des ressources mondiales en eau, qui sera publié tous les deux ans, et qui comportera une analyse et un diagnostic de la situation des ressources mondiales en eau douce : leur quantité, leur qualité et leur utilisation; le contexte organisationnel, socio-économique et environnemental de leur gestion; les problèmes d'actualité et les menaces à prévoir. L'ONU a également été chargée de préparer en collaboration avec le Gouvernement japonais le troisième Forum mondial de l'eau, qui doit avoir lieu au Japon en 2003.

Programme de partenariats mondiaux pour la montagne

L'ONU appuie depuis longtemps les travaux d'un réseau mondial d'experts qui étudient les questions liées à une mise en valeur durable des montagnes. Elle opère principalement par l'intermédiaire d'associations régionales pour les montagnes, comme l'Association pour les montagnes africaines ou l'Association pour les montagnes andines, créées avec l'assistance de l'ONU. Le principal support d'information de ce projet est la revue *Mountain Research and Development*. L'ONU a mis un accent particulier sur les activités entreprises dans ce domaine en prévision de l'année internationale de la montagne (2002). Le nouveau programme de partenariats mondiaux pour la montagne tendra à promouvoir les recherches concertées à long terme sur des questions comme la dégradation des ressources naturelles, la perte de biodiversité, les pressions démographiques, la faiblesse de l'infrastructure sociale et l'absence de gouvernance locale.

Liens avec le système des Nations Unies

L'ONU, qui s'attache constamment à mieux cibler ses activités et ses programmes, s'est efforcée de continuer à resserrer ses liens avec le système des Nations Unies. Le Recteur de l'Université participe aux réunions du Comité administratif de coordination (CAC) de l'ONU et d'autres représentants de l'Université participent aux organes subsidiaires du CAC pour faire en sorte que les problèmes les plus urgents auxquels est confrontée l'Organisation des Nations Unies puissent faire l'objet d'une réflexion de la part de l'ONU.

« D'après une étude récente de l'Université des Nations Unies, l'inégalité entre les riches et les pauvres n'est pas, à elle seule, suffisante pour entraîner des conflits violents. Ce qui, toutefois, est extrêmement explosif, c'est ce que les auteurs de l'étude appellent l'inégalité 'horizontale', c'est-à-dire lorsque le pouvoir et les ressources ne sont pas répartis de façon équitable entre des groupes qui sont également différents à d'autres égards, par exemple par la race, la religion ou la langue »

Extrait d'une allocution prononcée par le Secrétaire général, Kofi Annan, lors de la réunion du Conseil de sécurité concernant la prévention des conflits, 20 juillet 2000.

D'un autre côté, l'ONU a élaboré des études pour faciliter les débats de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social ainsi que ceux d'autres organismes des Nations Unies. Ainsi, pour élaborer le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée du Millénaire (A/54/2000), le Secrétaire général s'est inspiré, entre autres, des documents élaborés pour la conférence organisée par l'ONU à Tokyo sur le thème « Au seuil du nouveau Millénaire ». Dans plusieurs allocutions et documents d'importance majeure, le Secrétaire général s'est expressément fondé sur les résultats des recherches menées par l'ONU sur des questions comme la prévention des conflits, l'élimination de la pauvreté et les stratégies de promotion des technologies de l'information.

Dans le plan de réformes qu'il a proposé en 1997, le Secrétaire général a souligné la nécessité d'accéder aux connaissances, de les développer et de les exploiter car cela était une condition absolument indispensable au succès du fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies au XXI^e siècle, et il a demandé aux autres instituts de recherche des Nations Unies de mieux tirer parti des connaissances, des analyses et des compétences disponibles dans le monde entier dans leurs principaux domaines d'activité. En juin 2000, l'Office des Nations Unies à Genève et l'ONU ont convoqué une réunion des instituts de recherche des Nations Unies et des autres organismes du système dotés de moyens de recherche dans le but de voir comment l'Organisation des Nations Unies pourrait pleinement bénéficier des activités réalisées par ses instituts. Dans ce contexte, les participants ont échangé des informations sur les travaux de recherche en cours dans les différents éléments du système et ont discuté de la façon dont on pourrait améliorer l'effet de synergie entre leurs activités, de rendre celles-ci plus pertinentes et de faire en sorte que leurs résultats soient plus visibles pour les collègues du système. La réunion a débouché sur le lancement à Genève d'un dialogue annuel sur la recherche et la formulation des politi-

ques qui tendra à resserrer la collaboration entre les instituts ainsi qu'entre les fournisseurs et utilisateurs des résultats des recherches.

L'Université continue également de jouer un rôle significatif dans l'application des décisions et recommandations adoptées par les conférences mondiales tenues sous l'égide des Nations Unies. En prévision de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au thème « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle », l'Université a, les 1^{er} et 2 juin 2000, organisé un cours de recherche et de formation sur la préparation de dirigeantes. À la suite des débats qui ont eu lieu lors du Forum mondial de l'eau, en mars 2000, l'ONU collabore avec l'UNESCO à l'élaboration d'un rapport sur la mise en valeur des ressources mondiales en eau. En outre, l'ONU préparera en collaboration avec le Gouvernement japonais le troisième Forum mondial de l'eau, qui doit avoir lieu au Japon en 2003. En outre, également sous la direction de l'UNESCO, l'ONU contribue à l'application des décisions adoptées lors de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur qui a eu lieu à Paris en octobre 1998.

Au cours des quelques dernières années, il a été organisé à l'ONU, à New York, une série de tables rondes sur les principaux défis auxquels est confrontée l'Organisation des Nations Unies. En 2000, l'Université a convoqué des réunions de haut niveau sur « Les technologies de l'information et l'expansion économique », sur « Les femmes et l'exercice de responsabilités », sur « El Niño : atténuation de l'impact des manifestations climatiques extrêmes » et sur « Les incidences de la crise au Kosovo ». En particulier, le Secrétaire général de l'ONU s'est largement inspiré des conclusions des recherches de l'ONU/WIDER sur « Les technologies de l'information et l'expansion économique » dans le rapport qu'il a préparé en vue du débat de haut niveau de la session de 2000 du Conseil économique et social.

Un autre exemple de coopération est la base de données sur les inégalités de revenus dans le monde (WIID), résultat du projet de l'ONU/WIDER sur l'inégalité des revenus et la réduction de la pauvreté. Cette base de données a été élaborée conjointement avec le PNUD et largement diffusée aux chefs de secrétariat de tous les organismes des Nations Unies, à tous les bureaux extérieurs du PNUD et aux principaux centres d'études économiques des pays en développement. Elle a été publiée sur Internet à la fin de 1999 par l'ONU/WIDER et le PNUD (en janvier 2001, la page d'accueil WIID de l'ONU/WIDER avait reçu 2 300 visites). La base de données a également été présentée lors d'un Forum public Banque mondiale/ONU sur « La lutte contre la pauvreté au XXI^e siècle » qui s'est tenu à Tokyo, lors de la « Semaine du développement humain » organisée par la Banque mondiale à Washington et lors de la réunion du G-24 à Lima. Elle est publiée aussi dans le Guide de la pauvreté sur l'Internet de la Banque mondiale.

L'ONU a contribué à différentes activités lancées au niveau du système des Nations Unies dans le domaine de l'environnement. Ainsi, elle a contribué à la Réunion d'experts sur l'information pour la prise de décisions (chapitre 40 d'Action 21) organisée à Ottawa en octobre par la Division du développement durable du Secrétariat de l'ONU. L'objectif de cette réunion était de rassembler des informations pour le rapport que le Secrétaire général doit présenter à ce sujet à l'Assemblée générale ainsi que de préparer le processus Rio+10. En outre, l'ONU participe depuis plusieurs années au processus « Vigie Terre », mécanisme organisé par le PNUE pour intégrer les activités de surveillance de l'environnement du système des Nations Unies et améliorer l'effet de synergie entre elles. Le programme de surveillance de

l'environnement organisé par l'ONU a été cité comme exemple positif de collaboration régionale dans l'Est de l'Asie.

Dans le cadre des travaux qu'elle mène au titre des projets, l'ONU collabore avec 38 organismes du système des Nations Unies. En outre, le renforcement de la collaboration avec différents organismes de l'ONU constitue l'un des axes de la politique suivie par sa direction. C'est ainsi notamment que l'Université a resserré ses liens de coopération avec plusieurs départements du Secrétariat de l'ONU en 2000. Elle a aussi assuré, en collaboration avec l'UNESCO, le suivi de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, du programme UNITWIN/Chaires UNESCO, de la Conférence mondiale sur la science, du Programme de gestion des transformations sociales et du Programme hydrologique international. Cette collaboration a aussi porté sur le renforcement des capacités dans les domaines de la mise au point de logiciels éducatifs et des programmes d'enseignement de l'informatique.

Bien que les réunions de l'ONU rassemblent généralement des chercheurs et des spécialistes, bon nombre de représentants officiels d'autres organismes de l'ONU ou d'institutions de Bretton Woods ont participé à celles qui ont eu lieu en 2000. C'est ainsi que durant le présent exercice, quelque 30 experts venant d'organismes tels que la Banque interaméricaine de développement (BID), l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), la Banque mondiale, le FMI, le PNUD, l'ONU, l'UNICEF, la CEPALC, la FAO, l'OIT, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat de l'ONU et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) ont participé aux travaux de recherche de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (UNU/WIDER).

Partenaires du système des Nations Unies

- Secrétariats des Accords environnementaux internationaux
- Banque africaine de développement (BafD)
- Banque asiatique de développement
- Banque mondiale
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat de l'ONU
- Comité interinstitutions du développement durable
- Commission économique pour l'Afrique
- Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
- Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
- Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique
- Convention sur la diversité biologique
- Convention sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique
- Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU

- Département des affaires politiques du Secrétariat de l'ONU
- Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat de l'ONU
- Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
- Fonds des Nations Unies pour la population
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance
- Fonds international de développement agricole
- Fonds monétaire international
- Fonds pour l'environnement mondial
- Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés
- Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social
- Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
- Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement
- Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'agriculture
- Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- Organisation météorologique mondiale
- Organisation mondiale de la santé
- Organisation mondiale du commerce
- Programme des Nations Unies pour le développement
- Programme des Nations Unies pour l'environnement

Diffusion des résultats de la recherche

Pour renforcer l'impact de son action, l'Université informe les universitaires, les responsables des politiques et le public du résultat de ses recherches, notamment afin de faciliter la diffusion des données scientifiques et des pratiques optimales dans le monde en développement. Les résultats de la recherche sont diffusés principalement dans les livres, les articles publiés dans des revues, les notes d'orientation et les articles qui paraissent dans la presse. Pour faire connaître ses activités, l'UNU recourt de plus en plus à des moyens novateurs tels que les CD-ROM, l'Internet et la vidéo.

Presses de l'UNU

En 2000, les Presses de l'UNU ont obtenu d'excellents résultats pour ce qui est aussi bien de la qualité que de la quantité des ouvrages parus et ces derniers ont suscité un intérêt de plus en plus vif de la part des maisons d'édition et des milieux universitaires internationaux. Les Presses de l'UNU ont publié 13 nouveaux titres. Outre, ses publications, d'autres maisons d'édition ont publié pendant l'année neuf ouvrages provenant des projets de recherche menés par l'UNU (voir l'annexe 4).

Huit des titres mis en vente en 2000 étaient le résultat direct de projets de recherche menés par l'Université, le reste, soit cinq titres, provenant de manuscrits présentés par des chercheurs et touchant à des domaines liés aux activités de l'Université. Le nombre de manuscrits soumis aux Presses de l'UNU a beaucoup augmenté et leur qualité s'est nettement améliorée pendant l'année écoulée. Les Presses de l'UNU ont reçu pendant le courant de l'année de nombreuses offres sérieuses de publication de manuscrits, dont la plupart ont dû être déclinées pour des raisons budgétaires.

Le nombre d'ouvrages vendus – publications ou rééditions – a atteint environ 14 000 exemplaires, ce qui a produit des recettes de l'ordre de 210 000 dollars. Le tirage moyen a été de 1 500 exemplaires par titre. Les Presses de l'UNU continuent de s'efforcer de vendre leurs ouvrages à des prix aussi raisonnables que possible. En moyenne les prix pratiqués n'atteignent même pas la moitié de ceux appliqués par d'autres maisons d'édition d'ouvrages spécialisés et est inférieur d'un tiers à ceux des grandes presses universitaires. Les Presses de l'UNU sont actuellement plus rapides et plus souples que la plupart des autres maisons d'édition : la production d'un ouvrage, y compris pour la révision, prend en moyenne neuf mois environ. Dans des cas particuliers, toutefois, comme la publication de l'ouvrage *Trade, Environment and Millennium*, les délais de production peuvent être ramenés à moins de quatre mois.

Dans le cadre d'un effort soutenu tendant à diffuser leurs publications aussi largement que possible dans les pays en développement, les Presses de l'UNU encouragent les maisons d'édition locales à les réimprimer à moindres frais. Les titres ci-après ont été publiés en 2000 – ou sont en cours de production – par des éditeurs locaux pour être vendus à des prix modiques en tant qu'ouvrages copublés avec les Presses de l'UNU :

- *Model, Myth or Miracle* [Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)]

- *Cities and the Environment* [Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)]
- *Trade, Environment and the Millennium* [Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)]
- *Conducting Environmental Impact Assessment for Developing Countries* [Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)]
- *Cities and the Environment* (Inde et Asie du Sud)
- *International Security Management and the United Nations* (Inde et Asie du Sud)
- *Global Financial Turmoil and Reform* (Inde et Asie du Sud)

En 2000, les Presses de l'ONU ont continué à s'efforcer à élargir la diffusion de leurs ouvrages et à rendre plus accessibles les résultats des recherches de l'ONU en publiant des traductions et des ouvrages en coédition. Les titres ci-après ont été coédités en traduction :

- *Eco-restructuring* (en japonais; avec Sogei Publishing)
- *Cities and the Environment* (en japonais; avec Shimizu Kobundo, sous le patronage d'Asahi Beer)
- *Water for Urban Areas* (en japonais; avec Shimizu Kobundo)
- *The Changing Nature of Democracy* (en chinois; avec Wagsheng Books)
- *In Fairness to Future Generations* (en chinois; avec China Law Press)

Conformément à leur mandat, qui est de diffuser les résultats des recherches de l'ONU, les presses de l'ONU ont continué de distribuer gratuitement leurs publications aux différents services de l'Université mais aussi à des bibliothèques et autres institutions, principalement de pays en développement. D'après l'analyse qui a été faite en 2000 du système de bibliothèques dépositaires des Presses de l'ONU, il a été établi une liste de nouveaux dépositaires potentiels afin d'élargir la composition géographique du réseau. Il a été dressé une deuxième liste de dépositaires potentiels de pays développés qui paient un droit d'inscription symbolique pour compenser en partie le coût de l'expansion du réseau de bibliothèques dépositaires dans les pays en développement.

En coopération avec l'organisation britannique Book Aid International, les Presses de l'ONU ont fait don de quelque 500 ouvrages pour distribution dans des pays en développement, principalement en Afrique. En outre, 4 000 ouvrages ont été distribués gratuitement en coopération avec l'Asia Foundation, et il a été pris des dispositions en vue de distribuer 10 000 ouvrages de plus en coopération avec la Big Brother Foundation, l'International Book Project, la Soros Foundation, Books for Africa et le United States Book Exchange.

Pour réduire les coûts et assurer une distribution plus efficace, les publications distribuées gratuitement ont été fournies sous forme électronique plutôt que sous forme imprimée. Dans l'année, le CD-ROM des Presses de l'ONU intitulé « Collection on Critical Global Issues » a été envoyé à plusieurs centaines de chercheurs et d'instituts de recherche. En outre, des envois combinés de CD-ROM en collaboration avec la FAO et la Bibliothèque belge pour le développement de l'hu-

manité ont été adressés à des groupes spécifiques de chercheurs de pays en développement.

Page d'accueil de l'UNU

<http://www.unu.edu/>

Diffusion électronique des publications

Plusieurs initiatives majeures sont à signaler en ce qui concerne la diffusion électronique des publications.

Grâce à la coopération instaurée entre l'UNU et la Bibliothèque sur le développement de l'humanité d'Anvers (Belgique), le nombre d'ouvrages publiés par les Presses de l'UNU disponibles *in extenso* dans la section « Publications » de la page d'accueil de l'Université a été considérablement accru. A l'heure actuelle, plus d'une centaine de titres, ainsi que tous les numéros du Bulletin *Food and Nutrition* publié par l'UNU jusqu'à fin 2000 peuvent être téléchargés gratuitement.

Il a été produit une troisième édition du CD-ROM intitulé « Collection on Critical Global Issues ». Cette nouvelle version du CD-ROM contient désormais plus de 240 publications concernant des questions liées à l'environnement, au développement et à l'alimentation et à la nutrition.

En coopération avec la Bibliothèque sur le développement de l'humanité, les Presses de l'UNU continuent d'élargir le projet « Food and Nutrition Library » sur CD-ROM. Conçu comme projet conjoint avec plusieurs organisations internationales et ONG, comme le Programme alimentaire mondial, la FAO, l'Agence allemande de coopération technique et le Peace Corps, la « Food and Nutrition Library » contient actuellement le texte intégral de 260 publications et est disponible gratuitement dans les pays en développement.

Pour la première fois, à la suite d'un accord conclu avec netLibrary, qui est le plus important distributeur d'ouvrages de référence, d'études et de revues spécialisées sous forme électronique, les ouvrages publiés par les Presses de l'UNU peuvent être achetés sous forme électronique, intégralement ou en partie, sur Internet, ce qui est un nouveau support pour la diffusion des résultats des recherches menées par l'Université.

Information

Les principaux autres moyens d'informer les usagers potentiels des travaux de l'UNU sont les brochures, les bulletins d'information, les catalogues de publications, la page d'accueil de l'UNU sur Internet, les manifestations ouvertes au public et les autres matériels de promotion.

UNU sur CNN – Grâce à la chaîne CNN, les téléspectateurs, partout dans le monde, ont pu suivre une série d'annonces télévisées comportant une introduction générale de l'UNU et de son réseau international de centres et de programmes de recherche et de formation. CNN International a commencé à diffuser le 1er août des

spots télévisés de 60, 30 et 15 secondes, qui continueront d'être diffusés pendant six mois. Cette campagne a essentiellement pour objectif d'encourager les téléspectateurs à consulter le site Web de l'ONU pour en savoir plus sur l'organisation et sur ses instituts et programmes affiliés.

Journée mondiale de l'environnement – Pour aider à célébrer la Journée mondiale de l'environnement, l'ONU – avec un important concours du Centre d'information sur l'environnement mondial – a organisé du 3 au 5 juin 2000 une série d'activités sur le thème « La Journée mondiale de l'environnement – Faisons de l'an 2000 le début du Millénaire de l'environnement ». L'Université a notamment réalisé une table ronde pour faire connaître ses recherches sur différents problèmes environnementaux d'envergure mondiale et diffuser au Japon des informations sur les activités de l'ONU et des autres organismes des Nations Unies. En outre, plusieurs ONG et organisations privées ont participé à cette occasion à différentes manifestations consacrées à des questions environnementales. Plus de 10 000 personnes ont visité l'Université à l'occasion des manifestations qui ont marqué la Journée mondiale de l'environnement.

Conférences publiques

Plusieurs grandes conférences publiques ont été données au Centre de l'ONU ou dans ses centres et programmes de recherche et de formation, parmi lesquelles on peut citer :

- Gaian Corporation, Norman Myers, Université d'Oxford, 17 janvier, Tokyo.
- *UNU Millennium Conference – On the Threshold: The United Nations and Global Governance in the New Millennium* – Confronting the Millennium: The Future United Nations, Louise Fréchette, Vice-Secrétaire générale de l'ONU; Strengthening the United Nations: 10 Suggestions, Yasushi Akashi, Président du Centre japonais pour la diplomatie préventive et ancien Secrétaire général adjoint de l'ONU; et *The Environment in the Century Ahead: Ever-Greater Problems or Ever-Wider Opportunities?*, Norman Myers, Professeur à l'Université d'Oxford, 19-21 janvier, Tokyo.
- *Attacking Poverty in the 21st Century – UNU/World Bank Public Forum* – Mats Karlsson, Vice-Président du Département des relations extérieures et des affaires des Nations Unies de la Banque mondiale et Ravi Kanbur, Directeur du Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001, Banque mondiale, 25 février, Tokyo.
- *Current Situation in the Balkans: A Stability Pact as the Outcome of the Crisis and Lessons Learned After Kosovo*, Eduard Kukan, Ministre des affaires étrangères de la République slovaque et Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les Balkans, 17 mars, Tokyo.
- *Africa Day – A Global Partnership for Peace, Progress and Prosperity* – M. Amadou Toumani Touré, ancien Président du Mali; Hisashi Owada, Président de l'Institut japonais des affaires internationales; Yoshio Hatano, Président du Foreign Press Center du Japon; K.Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA); Kimio Fujita, Président et Directeur général de l'Agence japonaise de coopération interna-

tionale; et Yshihiko Saeki, Président de l'Organisme japonais pour le commerce extérieur, 19 mai, Tokyo.

- *The United Nations University at 25: Reaching Out to Japan and the World – Inaugural Michio Nagai Lecture – The United Nations University: Why, and Why in Japan, and What for – The Vision of Michio Nagai*, Justin Thorens, ancien Recteur de l'Université de Genève et ancien Président du Conseil de l'UNU, 23 octobre, Tokyo.
- *International Conference on Global Ethos – Hans Küng*, Directeur honoraire de l'Institut de recherches oecuméniques de l'Université de Tübingen (Allemagne); Thomas Axworthy, Conseil InterAction, John F. Kennedy School of Government de l'Université de Harvard; et Yersu Kim, ancien Directeur du projet sur les valeurs universelles de la Division de la philosophie et de l'éthique de l'UNESCO, 24 octobre, Tokyo.
- *La mondialisation et la gouvernance appropriée – Conférence annuelle UNU/WIDER*, Jagdish Bhagwati, Université de Columbia et Council on Foreign Relations, 1er novembre, Helsinki.
- *International Workshop on Social Sciences and Innovation – Challenges to the Social Sciences in the New Millennium*, Nathan Rosenberg, Professeur à l'Université de Stanford, 29 novembre, Tokyo.
- *Rural Poverty Eradication in the 21st Century: The Challenges and Opportunities – Takao Shibata*, Président adjoint du FIDA, Hisao Azuma, Vice-Président de l'Agence japonaise de développement international; Michael Lipton, University of Sussex; et Keith Griffin, Université de Californie, 16 novembre, Tokyo.
- *Beyond Economics: Multidisciplinary Approaches to Development – Global Development Network Annual Meeting 2000 – Lydia Makhubu*, Vice-Recteur de l'Université du Swaziland, Louk de la Rive Box, Fonds Prins Claus pour la culture et le développement; Nick Stern, Chef du Département des études économiques de la Banque mondiale; et Ashutosh Varshney, University of Notre Dame, 11-13 décembre, Tokyo.

Recettes, dépenses et effectifs

En 2000, l'Université a reçu des contributions à ses frais de fonctionnement et à certains programmes spécifiques ainsi que des recettes provenant des intérêts produits par le Fonds de dotation. Durant l'année, l'Université a aussi bénéficié de l'appui d'homologues et d'autres parties, notamment d'une participation au financement des bourses et d'autres activités. Durant l'exercice biennal 2000-2001, le montant approuvé du budget de l'UNU a été de 75,7 millions de dollars. Le tableau 1 ci-après présente une estimation du montant des recettes effectives au 31 décembre 2000. On trouvera, à l'annexe 5 la liste des contributions reçues par l'Université en 2000.

Tableau 1
Recettes pour 2000
(en milliers de dollars E.U.)

Au 31 décembre 2000

Services de l'UNU	Contributions de base			Total partiel	Contributions à des programmes précis (2)	Total (Net)
	Provenant du Fonds de dotation	Contributions aux frais de fonctionnement	Recettes accessoires (1)			
Centre de l'UNU	8 337	3 570	5 085	16 992	8 480	25 472
UNU/WIDER	2 460	252	464	3 176	258	3 434
UNU/INTECH	1 041	861	1	1 903	728	2 631
UNU/IIST	2 028	22	–	2 050	78	2 128
UNU/INRA*	681	–	–	681	28	709
UNU/IAS	–	3 386	900	4 286	1 045	5 331
UNU/INWEH	–	562	–	562	921	1 483
UNU/LA	–	1 030	–	1 030	123	1 153
UNU/BIOLAC	450	–	–	450	17	467
Total	14 997	9 683	6 450	31 130	11 678	42 808

Définitions :

- 1) Inclut des contributions destinées au bâtiment du siège de l'UNU ainsi que des recettes provenant de la vente de publications et des recettes diverses.
- 2) Inclut les contributions devant être reçues en 2000 et reportées de l'exercice précédent.

* Conformément aux décisions du Conseil, l'allocation spécifique de 458 000 dollars du Centre de l'UNU a été affectée à l'UNU/INRA pour avancer la poursuite des activités de ce dernier pendant la période janvier-décembre 2000.

[Note : Ces chiffres n'ont pas encore été vérifiés.]

Le tableau 2 ci-après contient une estimation provisoire, au 31 décembre 2000, des dépenses effectives pour l'année 2000

Tableau 2
Dépenses pour 2000
(en milliers de dollars E.U.)

Estimation des dépenses en 2000 (y compris engagements et engagements non réglés) au 31 décembre 2000

<i>Services de l'UNU</i>	<i>Activités scientifiques</i>			<i>Dépenses relatives au personnel (UNU)</i>			<i>Frais de caractère général (3)</i>	Total
	<i>Financées au moyen de contributions de base</i>	<i>Financées au moyen de fonds scientifiques</i>	Total partiel	<i>Personnel scientifique (1)</i>	<i>Personnel administratif (2)</i>	Total partiel		
Centre de l'UNU	2 835	3 851	6 686	3 137	5 543	8 680	4 356	19 722
UNU/WIDER	821	14	835	625	211	836	223	1 894
UNU/INTECH	157	137	294	785	460	1 245	271	1 810
UNU/IIST	672	0	672	691	334	1 025	338	2 035
UNU/INRA	196	7	203	382	22	404	161	768
UNU/IAS	2 452	734	3 186	967	441	1 408	887	5 481
UNU/INWEH	480	723	1 203	127	2	129	375	1 707
UNU/LA	238	8	246	337	2	339	228	813
UNU/BIOLAC	238	0	238	0	0	0	0	238
Total	8 089	5 474	13 563	7 061	7 015	14 066	6 839	34 468

Définitions :

- 1) Fonctionnaires de la catégorie des administrateurs, des services généraux ou adjoints de 1^{re} classe chargés des programmes scientifiques travaillant dans les domaines suivants : recherche et renforcement des capacités.
- 2) Autres catégories de personnel.
- 3) Incluent le bâtiment du siège.

[Note : Ces chiffres n'ont pas été vérifiés.]

Tableau 3
Dépenses effectués à l'intérieur et hors du pays hôte en 2000
(en milliers de dollars)

Dépenses effectives (enregistrées sur la base des mouvements de trésorerie) au 31 décembre 2000 (incluent les dépenses au titre des engagements pour 2000 ainsi que des engagements au titre d'années antérieures réglés en 2000)

<i>Services de l'UNU</i>	Total	<i>D/penses effectives</i>	
		<i>Effectuées à l'intérieur du pays hôte (1)</i>	<i>Effectuées hors du pays hôte (2)</i>
Centre de l'UNU	18 144	12 748	5 396
UNU/WIDER	1 865	1 080	785
UNU/INTECH	2 136	1 383	753
UNU/IIST	1 787	1 264	523
UNU/INRA	554	62	492
UNU/IAS	4 459	3 547	912
UNU/INWEH	1 532	740	792
UNU/LA	711	157	554
UNU/BIOLAC	138	14	124
Total	31 326	20 995	10 331

Définitions :

- 1) Montants indicatifs exprimés en monnaie locale.
- 2) Montants indicatifs exprimés en dollars E.-U.

[Note : Ces chiffres n'ont pas encore été vérifiés.]

L'Université s'emploie sans relâche à renforcer sa dimension internationale. Son siège et ses instituts sont répartis dans 11 pays. Elle compte au total 223 fonctionnaires, dont 72 sont originaires de pays en développement. On trouvera ci-après le total des effectifs qui travaillent pour le Centre de l'UNU à Tokyo ainsi que pour les centres et programmes de recherche et de formation.

Tableau 4
Personnel

<i>Services de l'UNU</i>	<i>Effectifs totaux</i>			<i>Fonctionnaires de la catégorie des administrateurs</i>			<i>Fonctionnaires de la catégorie des services généraux</i>			<i>Administrateurs de classes supérieures</i>		
	Total	<i>PMA</i>	<i>Femmes</i>	Total	<i>PMA</i>	<i>Femmes</i>	Total	<i>PMA</i>	<i>Femmes</i>	Total	<i>PMA</i>	<i>Femmes</i>
Centre de l'UNU	91	16	46	35	10	10	56	6	36	8	0	0
UNU/WIDER	24	7	14	9	6	2	14	1	12	2	0	0
UNU/INTECH	18	4	9	6	3	3	12	1	6	2	0	1
UNU/IIST	15	12	7	7	4	0	7	7	6	3	2	0
UNU/INRA	7	7	1	3	3	0	4	4	1	2	2	0
UNU/IAS	41	13	15	31	13	6	10	0	9	2	1	0
UNU/INWEH	11	0	4	8	0	1	3	0	3	3	0	0
UNU/LA	12	9	5	4	2	0	2	2	1	1	0	0
UNU/BIOLAC	4	4	2	2	2	1	2	1	1	1	1	0
Total	223	72	103	105	43	23	110	23	75	24	6	1

Annexe 1

Données statistiques relatives aux activités de l'UNU

Tableau 5
Projets de l'UNU, 2000

Services	Nombre de projets	Nombre de révisions		Dépenses au titre des projets* (en milliers de dollars E.U.)			
		Total	Tenues dans le pays hôte	Tenues dans les PMA	Total	Effectuées dans le pays hôte	Effectuées dans les PMA
Centre de l'UNU : Programme consacré à l'environnement et au développement durable	15	44	15	18	2 910	665	1 174
Centre de l'UNU - Programme consacré à la paix et à la conduite des affaires publiques	38	17	4	7	852	30	219
UNU/WIDER	10	4	4	0	555	153	101
UNU/INTECH	16	3	1	2	661	571	41
UNU/IIST	6	16	8	14	104	78	96
UNU/INRA	13	6	4	6	242	41	201
UNU/IAS	13	18	12	2	2 341	794	34
UNU/INWEH	16	32	4	28	660	290	370
UNU/LA	8	5	3	3	166	64	115
UNU/BIOLAC	7	41	31	7	74	24	74
UNU/GTP	1	1	1	0	763	763	0
UNU/FTP	1	1	1	9	513	513	0
Total	144	188	88	87	9 841	3 986	2 425

* Estimations établies sur la base d'informations disponibles au 30 septembre 2000.

Tableau 6.
Directeurs de projets, consultants et participants aux réunions, 2000*

Services	Directeur de projet			Consultants			Participants aux réunions	
	Total	PMA	Femmes	Total	PMA	Femmes	Représentants de gouvernements	Fonctionnaires de l'ONU
Centre de l'UNU : Programme consacré à l'environnement et au développement durable	29	12	5	294	214	62	298	39
Centre de l'UNU : Programme consacré à la paix et à la conduite des affaires publiques	38	5	5	284	96	75	570	220
UNU/WIDER	11	6	3	164	25	24	12	10
UNU/INTECH	0	0	0	25	11	4	38	3
UNU/IIST	6	4	0	7	3	1	7	0
UNU/INRA	14	14	8	38	36	19	2	1
UNU/IAS	15	4	2	15	5	0	32	71
UNU/INWEH	15	7	2	35	20	4	–	–
UNU/LA	3	2	1	24	6	10	5	4
UNU/BIOLAC	7	7	0	7	6	2	6	2
UNU/GTP	1	0	0	0	0	0	0	0
UNU/FTP	7	0	0	0	0	0	0	0
Total	140	61	26	893	442	201	970	350

* *Estimations établies sur la base d'informations disponibles au 30 septembre 2000.*

Tableau 7
Bourses et stages, 2000

(en milliers de dollars E-U.)

<i>Services techniques (1)</i>	<i>Coût</i>	<i>Bénéficiaires</i>		
		Total	<i>Originaires de PMA</i>	<i>Femmes</i>
Centre de l'UNU – Programme consacré à l'environnement et au développement durable	0	4	2	1
Centre de l'UNU – Programme consacré à la paix et à la conduite des affaires publiques	0	5	1	3
UNU/GTP	200	19	19	4
UNU/FTP	147	14	14	6
UNU/WIDER	41	8	1	2
UNU/INTECH	78	22	21	10
UNU/IIST	276	53	53	12
UNU/INRA	90	19	19	3
UNU/IAS	447	20	11	7
UNU/INWEH	0	0	0	0
UNU/ILA	3	2	2	2
UNU/BIOLAC	38	5	5	3
Total	1 320	171	148	53

Tableau 8
Cours de formation, 2000

Services de l'UNU	Cours organisés en 2000			Participants				
	Coûts	Dans les		Total	Originaires de PMA	Femmes	Décideurs	Fonctionnaires de l'ONU
		Total	PMA					
UNU/GTP	763	1	0	19	19	4	1	0
UNU/FTP	513	1	0	14	14	6	1	0
Centre de l'UNU – Programme consacré à l'environnement et au développement durable	190	45	41	1 006	974	226	124	0
Centre de l'UNU – Programme consacré à la paix et à la conduite des affaires publiques	18	5	4	500	200	150	300	90
UNU/WIDER	0	3	0	51	0	21	0	0
UNU/INTECH	0	0	0	0	0	0	0	0
UNU/IIST	61	20	19	450	430	90	0	0
UNU/INRA	49	2	2	19	19	3	0	0
UNU/IAS	69	3	1	128	118	30	65	28
UNU/LA	157	3	3	41	5	18	24	0
UNU/INWEH	165	4	4	180	170	50	40	10
UNU/BIOLAC	38	2	2	22	22	15	2	0
Total	2 023	89	76	2 430	1 971	613	557	128

Tableau 9
Publications, 2000*

<i>Services de l'UNU</i>	<i>Ouvrages publiés</i>	<i>Ouvrages en cours d'élaboration</i>	<i>Articles publiés dans les revues</i>	<i>Notes de synthèse</i>	<i>Articles publiés dans la presse</i>
Centre de l'UNU – Programme consacré à l'environnement et au développement durable	8	15	14	13	17
Centre de l'UNU – Programme consacré à la paix et à la conduite des affaires publiques	7	5	25	8	30
UNU/WIDER	8	9	0	2	50
UNU/INTECH	9	7	6	0	0
UNU/IIST	9	0	26	0	0
UNU/INRA	1	3	1	0	2
UNU/IAS	5	6	8	0	68
UNU/LA	0	1	4	0	4
UNU/INWEH	0	1	0	0	0
UNU/GTP	3	2	5	2	2
UNU/FTP	0	3	0	0	0
TOTAL	32	52	89	25	173

* Incluent les études publiées dans les actes de conférence.

Tableau 10
Activités visant à mieux faire connaître l'ONU, 2000

Services de l'ONU	Documents et bulletins d'information habituels			Numéros spéciaux, 2000		Nombre de fois où l'ONU a été mentionnés dans la presse (1)	Principales manifestations publiques (2)	Nombre de fois où le site Web de l'ONU a été consultés (par mois)
	Nombre	Par année	Tirage (nombre d'exemplaires)	Nombre	Distribution (nombre d'exemplaires)			
Centre de l'ONU	2	1	11 000	22	85 000	480	23	800 000
UNU/WIDER	2	2	7 000	0	0	79	4	9 454
UNU/INTECH	0	0	0	0	0	0	0	1 600
UNU/IIST	1	1	600	9	5 100	47	2	31 794
UNU/INRA	1	1	600	3	720	14	2	s.o.
UNU/IAS	1	1	3 000	1	5 000	29	10	4 800
UNU/INWEH	1	3	2 000	1	1 000	5	0	150 000
UNU/LA	0	0	0	0	0	3	1	s.o.
UNU/BIOLAC	0	0	0	1	156	0	0	s.o.
UNU/GTP	1	1	300	0	s.o.	5	1	0
UNU/FTP	1	1	100	1	500	6	0	0
Total	10	11	24 600	38	97 476	668	43	997 648

Annexe 2

Nouveaux accords conclus par l'UNU en 2000

- Accord de coopération avec l'Université de Berne tendant à renforcer et à élargir la coopération mutuelle dans le cadre de recherches multidisciplinaires, de programmes de formation avancée et de la diffusion de connaissances.
- Mémoire d'accord avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) au sujet du projet « Réduction de l'impact des crises environnementales au moyen de systèmes d'alerte avancée et de la préparation de plans d'intervention – le cas de l'oscillation australe El Niño »
- Mémoire d'accord avec le Gouvernement de la Province belge des Flandres et avec le Collège de l'Europe de Bruges concernant le programme de recherche et de formation de l'UNU sur les études comparées d'intégration régionale (UNU/CRIS).
- Accord avec la Communauté flamande et l'Europa College concernant les réalisations de la phase pilote et la préparation du lancement du programme UNU/CRIS.
- Accord de coopération avec l'Institut pour la science et de la technologie de Kwangju (K-JIST) concernant le programme de bourses K-JIST/UNU.
- Mémoire d'accord avec l'École des relations internationales (affiliée au Ministère des affaires étrangères de l'Iran) visant à promouvoir la coopération académique mutuelle et à faciliter les activités de recherche dans les domaines d'intérêt commun.
- Accord de coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Annamalai University (Inde) concernant l'organisation conjointe d'un cours international de formation sur la biodiversité côtière, en particulier dans les forêts de palétuviers.
- Mémoire d'accord avec l'Université pour la paix tendant à améliorer la coordination des travaux et à resserrer la coopération, en particulier au sujet des programmes visant à promouvoir l'éducation et à faire mieux comprendre les questions liées à la paix ainsi qu'à promouvoir le renforcement des capacités et le dialogue politique à tous les niveaux.
- Accord de projet avec le Programme du Golfe arabe pour les organismes de développement des Nations Unies (AGFUND) concernant les effets des nitrates sur les sources d'eau potable en Syrie.

Annexe 3

Partenaires ne faisant pas partie des organismes de l'ONU

Académie chinoise des sciences
Académie nationale des sciences, Égypte
Agence canadienne de développement international
Association des universités africaines
Association internationale de géothermie
Association internationale de recherche sur la paix
Association internationale des recteurs d'universités
Association internationale des sciences économiques
Association internationale des universités
Autorité nationale de l'énergie, Islande
Centre de recherche et de développement de la nutrition, Indonésie
Centre de recherche pour le développement international (CRDI), Canada
Centre international de référence et d'information pédologiques
Centre panaméricain de génie sanitaire et des sciences de l'environnement (CEPIS)
de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPAS)
Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement (CREPA)
Commission européenne
Conseil international des unions scientifiques
Conseil universitaire pour le système des Nations Unies
Earth Institute, Université de Columbia, États-Unis
École de hautes études commerciales d'Otaru, Japon
Fondation internationale pour la science
Fondation Nestlé, Suisse
Foundation for International Environment Law and Development (FIELD),
Royaume-Uni
Global Development Network
Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
Industries islandaises de la pêche
Institut d'éducation et de formation à l'environnement d'Amérique du Nord, Mexique
Institut d'études sociales, Pays-Bas
Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama (INCAP), Guatemala

Institut de nutrition, Université du Chili
Institut de recherche économique sur l'innovation et la technologie de Maastricht (MRIT), Université de Maastricht, Pays-Bas
Institut de recherche océanographique, Islande
Institut de recherches océanographiques de l'Université de Tokyo, Japon
Institut de recherche sur les techniques de transformation des aliments, Inde
Institut de santé publique, Yougoslavie
Institut d'étude des stratégies environnementales mondiales
Institute of Development Studies (IDS), Royaume-Uni
Institut indien de technologie, Delhi
Institut national de nutrition, Égypte
Institut national de nutrition, Italie
Institut national de recherche alimentaire, Japon
Institut vénézuélien de la recherche scientifique
Instituto Nacional de Pesquisas Espaciais, Brésil
International Christian University (ICU), Japon
International Mountain Society
International University, Japon
Japan-United Nations Studies Association
Kirin Brewery Company, Japon
Laboratoires islandais de la pêche
Municipalité de Tokyo, Japon
NTT, Japon
Okinawa International University, Japon
Organisation des pêcheries du lac Victoria
Organisation mondiale des parlementaires pour la protection de l'environnement
Préfecture de Hishikawa, Japon
Préfecture d'Iwate, Japon
Réseau africain d'institutions scientifiques et techniques
Science and Technology Policy Research/Institute of Development Studies (SPRU/IDS), Université du Sussex, Royaume-Uni
Shimadzu Corporation, Japon
Système d'analyse, de recherche et de formation concernant le changement au niveau mondial
Tsuda College, Japon

Union géographique internationale
Union internationale des sciences de la nutrition, Pays-Bas
Universidade Estadual de Campinas, Brésil
Universidade Federal de Para, Brésil
Université Anna, Inde
Université Aoyama Gakuin, Japon
Université Chuo, Japon
Université d'Akureyri, Islande
Université de Cornell, États-Unis
Université de Dar es Salam, République-Unie de Tanzanie
Université de Gand, Belgique
Université de Genève, Suisse
Université de Hiroshima, Japon
Université de Hitosubashi, Japon
Université de Hokkaido, Japon
Université de Hokkaido Gakuen, Japon
Université de Hokusei Gakuen, Japon
Université de Kagawa, Japon
Université de Keio, Japon
Université de Kobe, Japon
Université de Kyoto, Japon
Université de Meio, Japon
Université de Nairobi, Kenya
Université de Sapporo, Japon
Université de Shimane, Japon
Université de Tokai, Japon
Université de Tokyo, Japon
Université d'Islande
Université d'Okinawa, Japon
Université d'Osaka, Japon
Université des Ryukyu, Japon
Université des sciences agronomiques de Wageningen, Pays-Bas
Université du Cap, Afrique du Sud
Université du Ghana

Université du Malawi

Université Mahidol, Thaïlande

Université Siebold de Nagasaki, Japon

Annexe 4

Titres publiés en 2000

Presses de l'Université des Nations Unies

Nouveaux titres

Human Rights and Comparative Foreign Policy, publié sous la direction de David P. Forsythe
Globalization: The United Nations Development Dialogue: Finance, Trade, Poverty, Peace-Building, publié sous la direction d'Isabelle Grunberg et Sarbuland Khan

Development Cooperation in Practice: The United Nations Volunteers in Nepal, par Joel Rehnstrom

The Global Environment in the Twenty-First Century, publié sous la direction de Pamela S. Chasek

Transboundary Freshwater Dispute Resolution: Theory, Practice and Annotated References, par Heather L. Beach, Jesse Hamner, Joseph Hewitt, Edy Kaufman, Joe A. Oppenheimer et Aaron T. Wolf

The Mekong: Environment and Development, par Hiroshi Hori

Asia's Emerging Regional Order: Reconciling Traditional and Human Security, publié sous la direction de William T. Tow, Ramesh Thakur et In-Taek Hyun

Old Sins: Industrial Metabolism, Heavy Metal Pollution and Environmental Transformation in Central Europe, par Stefan Anderburg, Sylvia Prieler, Sander de Bruyn et Krzysztof Olendrzynski

Water Management in Islam, publié sous la direction de Naser Faruqui et Asit K. Biswas

The Llano Estacado of the US Southern High Plains: Environmental Transformation and the Prospect for Sustainability, par Elizabeth Brooks et Jacque Emet, avec Brad Jokisch et Paul Robbins

Kosovo and the Challenge of Humanitarian Intervention: Selective Indignation, Collective Action, and International Citizenship, publié sous la direction de Albrecht Schnabel et Ramesh Thakur

New Millennium, New Perspectives: The United Nations, Security, and Governance, publié sous la direction de Ramesh Thakur et Edward Newman

Sustainable Development of the Ganges-Brahmaputra-Meghna Basins, publié sous la direction d'Asit K. Biswas et Juha I. Uitto

Réimpressions

Emerging World Cities in Pacific Asia, publié sous la direction de Fu-Chen Lo et Yue-man Yeung (1996)

Mega-City Growth and the Future, publié sous la direction de Roland J. Fuschs et al., (1995)

Who's Hungry? And How Do We Know? Par Laurie DeRose et al., (1998)

Traductions

The Changing Nature of Democracy, publié sous la direction de Takashi Inoguchi et al. (1998) (japonais)

The Changing Nature of Democracy, publié sous la direction de Takashi Inoguchi et al. (1998) (chinois)

The Long Road to Recovery, publié sous la direction de James K. Mitchel (1996) (japonais)

The Impact of Chaos on Science and Society, publié sous la direction de Celso Grebogi et James A. Yorke (1997) (japonais)

Eco-restructuring, publié sous la direction de Robert U. Ayres et Paul M. Weaver (1998) (japonais)

Who's Hungry? And How Do We Know? Par Laurie DeRose et al., (1998) (japonais)

Volunteers Against Conflict (1996) (japonais)

China in the Twenty-first Century, publié sous la direction de Fumio Itoh (1997) (chinois)

In Fairness to Future Generations, par Edith Brown Weiss (1992) (chinois)

In Fairness to Future Generations, par Edith Brown Weiss (1992) (espagnol)

The Oceanic Circle, par Elisabeth Mann Borgese (1998) (allemand)

Éditions locales

Model, Myth or Miracle, par Beatrice Weder (pays de l'ANASE)

Cities and the Environment, publié par Takashi Inoguchi, Edward Newman et Glen Paoletto (pays de l'ANASE)

Global Financial Turmoil and Reform, publié par Barry Herman (pays de l'ANASE)

Trade, Environment, and the Millennium, publié sous la direction de Gary P. Sampson et W. Bradnee Chambers (pays de l'ANASE)

Conducting Environmental Impact Assessment for Developing Countries, par Prasad Modak et Asit K. Biswas (pays de l'ANASE)

Cities and the Environment, publié par Takashi Inoguchi, Edward Newman et Glen Paoletto (Inde et Asie du Sud)

International Security Management and the United Nations, publié sous la direction de Muthiah Alagappa et Takashi Inoguchi (Inde et Asie du Sud)

Global Financial Turmoil and Reform, publié sous la direction de Barry Herman (Inde et Asie du Sud)

Autres publications d'ouvrages inspirés par des travaux de l'ONU

The Mortality Crisis in Transitional Economies, publié par Giovanni Andrea Cornia et Renato Panizza, Oxford University Press (UNU/WIDER Studies in Development Economics), 2000

National Perspectives on the New Regionalism in the North, Volume II, publié sous la direction de Bjorn Hettne, Andras Inotai et Osvaldo Sunkel, Macmillan Press Ltd./St. Martin's Press (New Regionalism Series/International Political Economy Series), 2000

National Perspectives on the New Regionalism in the North, Volume III, publié sous la direction de Bjorn Hettne, Andras Inotai et Osvaldo Sunkel, Macmillan Press Ltd./St. Martin's Press (New Regionalism Series/International Political Economy Series), 2000

The New Regionalism and the Future of Security and Development, Volume IV, publié sous la direction de Bjorn Hettne, Andras Inotai et Osvaldo Sunkel, Macmillan Press Ltd./St. Martin's Press (New Regionalism Series/International Political Economy Series), 2000

From Shock to Therapy: The Political Economy of Postsocialist Transformation, par Grzegorz W. Kolodko, Oxford University Press (UNU/WIDER Studies in Development Economics), 2000

Global Insecurity, Restructuring the Global Military Sector – Volume III, publié sous la direction de Mary Kaldor, Continuum International Publishing Group Ltd : Pinter, 2000

Import Liberalisation and Industrial Technology in Sub-Saharan Africa, publié sous la direction de Sanjaya Lall, Macmillan Press, 1999

War, Hunger, and Displacement : The Origins of Humanitarian Emergencies, Volume 1 : Analysis, publié sous la direction de E. Wayne Nafziger, Francis Stewart et Raimo Vayrynen, Queen Elizabeth House Series in Development Studies et UNU/WIDER Studies in Development Economics, Oxford University Press, 2000

War, Hunger, and Displacement : The Origins of Humanitarian Emergencies, Volume 2: Case Studies, publié sous la direction de E. Wayne Nafziger, Francis Stewart et Raimo Vayrynen, Queen Elizabeth House Series in Development Studies et UNU/WIDER Studies in Development Economics, Oxford University Press, 2000

Collection des conférences

Is Rising Income Inequality Inevitable? A Critique of the Transatlantic Consensus, Conférence annuelle de l'UNU/WIDER 1999, par Anthony B. Atkinson

Science, Technology and Economic Growth : Africa's Biopolicy Agenda in the 21st Century, Conférence annuelle de l'UNU/INRA 1999, par Calestous Juma, Kennedy School of Government de l'Université de Harvard.

Preparing for the Worst: Can We Give Hope to Victims in Complex Emergencies? (Conférence à la mémoire de Fridtjof Nansen, 1999) par Gro Harlem Brundtland, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé

Annexe 5

Contributions reçues en 2000

(en dollars E.-U)

Gouvernements

Autriche	92 985	Fonds de dotation du Centre de l'ONU
Canada	553 964	Contribution de fonctionnement pour l'ONU/INWEH
Canada	37 358	Projet de l'ONU/INWEH sur la coopération en matière de recherches sur les ressources hydrauliques et le développement des capacités en Afrique
Canada	17 110	Projet de l'ONU/INWEH concernant une étude de l'impact environnemental de la construction d'un puits à Rafah
Canada	36 268	Projet de l'ONU/INWEH concernant la modernisation des services de laboratoire en Colombie
Danemark	67 856	Contribution de fonctionnement à l'ONU/WIDER
Finlande	33 108	Appui au projet UNU/IAS (SITRA)
Finlande	6 518	Projet de l'ONU/WIDER concernant les technologies de l'information et la croissance
Grèce	47 000	Contribution de fonctionnement pour le Centre de l'ONU
Inde	75 000	Fonds de dotation de l'ONU/WIDER
Japon	3 386 364	Contribution de fonctionnement pour l'ONU/IAS
Japon	3 550 660	Contribution de fonctionnement pour le Centre de l'ONU
Japon	6 542	Appui au projet du Centre de l'ONU concernant le Colloque Inazo Nitobe
Japon	950 000	Contribution à un programme spécifique du Centre de l'ONU
Jordanie	1 029 535	Contribution de fonctionnement pour l'ONU/LA
Norvège	84 453	Contribution de fonctionnement pour l'ONU/WIDER
Norvège	55 000	Appui au cours de l'ONU/LA sur l'instauration de la paix
Pays-Bas	819 882	Contribution de fonctionnement pour l'ONU/INTECH
Royaume-Uni	28 341	Projet UNU/WIDER concernant le sous-développement, la transition et la reconstruction en Afrique subsaharienne
Suède	51 636	Appui au projet 1998-99 de l'ONU/WIDER
Total partiel	10 929 580	

Autres donateurs

Fondation pour l'environnement du Groupe Aeon (Japon)	9 524	Projet UNU/IAS concernant les émissions nulles
AGFUND (Programme du Golfe arabe pour le PNUD)	25 000	Projet de l'UNU/INWEH concernant la qualité des eaux de baignade et la propreté des plages
Fonds arabe pour le développement économique et social	309 648	Projet de l'UNU/IAS concernant le langage universel de réseau
ASCII Corporation (Japon)	107 627	Projet de l'UNU/IAS concernant le langage universel de réseau
Fonds pour les femmes asiatiques (Japon)	107 627	Appui à une réunion d'experts sur la parité hommes-femmes
Fonds pour les femmes asiatiques (Japon)	25 523	Appui au cours international de l'UNU
Fonds pour les femmes asiatiques (Japon)	22 936	Appui au projet relatif à la paix et à la gouvernance et à la situation des femmes et des enfants en période postconflictuelle
Fonds pour les femmes asiatiques (Japon)	27 523	Appui au Séminaire d'Okinawa sur la parité hommes-femmes et les politiques étatiques
Barakat, M. Nabil Yousef (Jordanie)	10 028	Appui aux activités de l'UNU/LA
Canon Hanbai K. K. (Japon)	467	Appui pour la Journée mondiale de l'environnement
Centre pour l'information sur l'environnement (Japon)	63 925	Projet UNU/IAS concernant l'édification d'un avenir mondial durable
Comision Nacional del Agua (Mexique)	138 168	Projet de l'UNU/INWEH sur les méthodes de gestion durable des ressources hydrauliques dans la péninsule du Yucatan
Denso Corp. (Japon)	476	Appui pour la Journée mondiale de l'environnement
E.M. Kenkyu Kiko (Japon)	2 804	Appui au Séminaire d'Okinawa
Ebara Co. (Japon)	467	Appui pour la Journée mondiale de l'environnement
EETINA (Mexique)	17 369	Projet de l'UNU/INWEH sur la gestion et l'utilisation rationnelles de l'eau au Mexique
Fondation à la mémoire d'Eisaku Sato pour la coopération avec l'Université des Nations Unies (Japon)	9 174	Contribution à la bibliothèque de l'UNU
Commission eur opéenne	17 221	Projet de l'UNU/INTECH sur la réglementation environnementale, la mondialisation de la production et le changement technologique
Commission eur opéenne	11 818	Appui au Colloque de l'UE sur les crises humanitaires
FAFO (Institut des sciences sociales appliquées) (Norvège)	10 000	Appui au projet du Centre de l'UNU pour la paix et la gouvernance (Elevation for Peace)
Participants au Séminaire d'Okkaido de 2000 (Japon)	13 809	Droits d'inscription au Séminaire de Hokkaido de 2000

Participants au Séminaire d'Okinawa de 1999 (Japon)	14 865	Droits d'inscription au Séminaire d'Okinawa de 1999
Hiratsuka & Partners (Japon)	100 000	Don de Mme J. Blucker pour un projet concernant la gestion des eaux traditionnelles dans les régions arides
Hokkaido Bank (Japon)	952	Appui au Séminaire de Hokkaido de 2000
Hokkaido Electricity Co. (Japon)	2 830	Appui au Séminaire de Hokkaido de 2000
Aéroport de Hokkaido (Japon)	472	Appui au Séminaire de Hokkaido de 2000
Préfecture de Hokkaido (Japon)	8 411	Appui au Séminaire de Hokkaido de 1999
Municipalité de Sapporo (Japon)	5 607	Appui au Séminaire de Hokkaido de 2000
Hokuyo Bank (Japon)	1 905	Appui au Séminaire de Hokkaido de 2000
Centre international de recherches sur le développement (Canada)	38 483	Projet UNU/INTECH concernant le Télétravail
Centre international de recherches sur le développement (Canada)	4 711	Projet du Centre de l'UNU concernant la gestion des eaux
Agence internationale de l'énergie atomique	1 480	Projet de l'UNU/INWEH concernant le rapport sur la mise en valeur des ressources en eau dans le monde
Participants au cours international de 2000	935	Contribution au Cours international de l'UNU
Fondation Ishikawa pour les échanges internationaux (Japon)	133 236	Projet de l'UNU/INTECH sur la réglementation environnementale, la mondialisation de la production et le changement technologique
Itozumi Doken (Japon)	1 869	Appui au Séminaire de Hokkaido de 2000
Préfecture d'Iwate (Japon)	4 750	Appui au projet concernant le réseau de recherches marines
Préfecture d'Iwate (Japon)	42 700	Appui au projet relatif à la surveillance de l'environnement et à la gouvernance dans les hydrosphères côtières
Fondation japonaise pour l'UNU	126 140	Appui au projet concernant les émissions nulles
Fondation japonaise pour l'UNU	18 458	Appui au Séminaire de Kobe
Fondation japonaise pour l'UNU	935	Appui à la série de conférences Nagai
Fondation japonaise pour l'UNU	8 778	Appui au Colloque de la Journée des Nations Unies
Fondation japonaise pour l'UNU	129 434	Appui au projet concernant l'hydrosphère côtière
JR Hokkaido (Japon)	943	Appui au Séminaire de Hokkaido de 2000
Kirin Brewery Company Ltd. (Japon)	328 699	Bourses UNU/Kirin 2000
Kokuwa-gumi (Japon)	935	Appui au Séminaire d'Okinawa de 2000
Kuribayashi Shokai (Japon)	472	Appui au Séminaire de Hokkaido de 2000
Kyowas Hakkou Co. Ltd. (Japon)	460	Appui à la Journée mondiale de l'environnement
La Junta de Agua y Saneamiento de Irapuato (Mexique)	365 928	Projet de l'UNU/INWEH concernant l'utilisation des biosolides

Juarez (Mexique)		
Macau Foundation (Macao)	5 948	Contribution à l'UNU/IIST pour l'entretien d'un ascenseur hydraulique (juin 99- mars 00) et du système d'alerte en cas d'incendie (juillet 99-février 00)
Macau Foundation (Macao)	43 866	Contribution à l'UNU/IIST pour la phase III de l'INCoM
Macau Foundation for Cooperation and Development (Macao)	18 587	Programme de bourses de l'UNU/IIST pour les pays lusophones et la Chine
Maeda Kensetsu Kogyo (Japon)	467	Appui pour la Journée mondiale de l'environnement
Marumasa Printing (Japon)	1 887	Appui au Séminaire d'Okinawa de 2000
Misawa Homes Co. (Japon)	467	Appui pour la Journée mondiale de l'environnement
Nansei Chiiki Sangyo Kasseika Center (Japon)	467	Appui au Séminaire d'Okinawa de 2000
Nikon Corp. (Japon)	476	Appui pour la Journée mondiale de l'environnement
Préfecture d'Okinawa (Japon)	9 091	Appui au Séminaire d'Okinawa de 2000
Okinawa Kinyu Kyokai (Japon)	1 887	Appui au Séminaire d'Okinawa de 2000
Olion Beer (Japon)	2 804	Appui au Séminaire d'Okinawa de 2000
Raise Co. (Japon)	952	Appui au Séminaire de Hokkaido de 2000
Institut royal de technologie (KTH Department of Biotechnology) (Suède)	15 000	Projet de l'UNU/IAS concernant les émissions nulles
Saison Culture Foundation (Japon)	14 286	Contribution à l'UNU/IAS pour le projet Saison « Incitations fiscales pour les activités artistiques créatrices »
Sanyo Denki Co. (Japon)	467	Appui pour la Journée mondiale de l'environnement
Sekisui Kagaku (Japon)	467	Appui pour la Journée mondiale de l'environnement
Showa Shell Oil Co. (Japon)	467	Appui pour la Journée mondiale de l'environnement
Stone Rich Sight Information Technology Company (Macao)	5 395	Contribution à l'UNU/IIST pour le fonctionnement du serveur Web
Tokyo Ink Co. Ltd. (Japon)	467	Appui pour la Journée mondiale de l'environnement
Toyota Motor Corp. (Japon)	2 857	Appui pour la Journée mondiale de l'environnement
Institut pour les ressources des plantes tropicales (Japon)	2 830	Appui au Séminaire d'Okinawa 2000
ONU	24 350	Contribution au projet de l'UNU/WIDER concernant les fonctions et les rôles nouveaux de l'ONU et des institutions de Bretton Woods
ONU	76 185	Appui au projet « À la recherche de la sécurité humaine »
Programme des Nations Unies pour le développement	14 863	Projet de l'UNU/INWEH concernant le renforcement des institutions
UNESCO Beijing	9 920	Appui aux activités de l'UNU/IIST

Université des Nations Unies
Rapport annuel 2000/définitif (21 mars 01)

UNESCO	11 652	Appui pour le projet d'Université virtuelle de l'UNU/IAS-UNESCO
UNESCO	60 000	Appui au projet concernant les forêts de palétuviers
UNESCO	1 480	Projet de l'UNU/INWEH concernant le rapport sur la mise en valeur des ressources en eau dans le monde
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	1 480	Projet de l'UNU/INWEH concernant le rapport sur la mise en valeur des ressources en eau dans le monde
Programme des Nations Unies pour l'environnement	21 000	Appui au projet concernant la réduction de l'impact des crises environnementales au moyen de systèmes d'alerte rapide
Programme des Nations Unies pour l'environnement	1 353 243	Appui au projet concernant les populations, la gestion des sols et le changement environnemental
Programme des Nations Unies pour l'environnement	1 480	Projet de l'UNU/INWEH concernant le rapport sur la mise en valeur des ressources en eau dans le monde
Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU	55 984	Projet de l'UNU/WIDER concernant l'aggravation de l'inégalité de revenus et la réduction de la pauvreté
Cours international de l'UNU	30 547	Appui au Cours international
Banque mondiale	10 000	Projet de l'UNU/INTECH concernant le réseau pour le développement mondial
Banque mondiale	163 209	Projet de l'UNU/INWEH concernant l'élaboration d'un modèle de gestion de la qualité des eaux du lac Malawi/Nyasa
Banque mondiale	1 480	Projet de l'UNU/INWEH concernant le rapport sur la mise en valeur des ressources en eau dans le monde
Organisation météorologique mondiale (OMM)	1 480	Projet de l'UNU/INWEH concernant le rapport sur la mise en valeur des ressources en eau dans le monde
WOTRO (Fondation néerlandaise pour les recherches tropicales)	4 595	Appui au projet de l'UNU/INTECH
Yukijirushi Co. (Japon)	1 835	Appui au séminaire de Hokkaido de 2000
Total partiel	4 534 807	
Total général	15 464 387	

Annexe 6

Membres du Conseil de l'Université des Nations Unies en 2000

Membres nommés

- M. Jairam **Reddy** (Afrique du Sud), (Président du Conseil), consultant indépendant en enseignement supérieur et ancien vice-chancelier de l'Université de Durban
- M. Yoginder K. **Alagh** (Inde), membre du Parlement indien (Chambre haute), vice-président de l'Institut Sardar Patel de recherche économique et sociale, et ancien Ministre d'État pour la science et la technologie et l'énergie
- M. Faizah M. **Al-Kharafi** (Koweït), président de l'Université du Koweït, Safat
- M. Josep **Bricall** (Espagne), président, Conférence des recteurs européens - Association des universités européennes, Genève
- M. José Joaquín **Brunner Ried** (Chili), ancien Ministre, Ministère du Secrétaire général, Gouvernement chilien
- Mme Ana Maria **Cetto** (Mexique), professeur de recherche à l'Institut de physique de l'Université nationale autonome du Mexique
- M. Paolo **Costa** (Italie), Sindaco (maire) commune de Venise et ancien Ministre des travaux publics
- Mme Elizabeth **J. Croll** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), chef du Département des études pour le développement de l'Université de Londres
- M. Donald **Ekong** (Nigéria), Université de Gambie, Banjul, et ancien consultant sur la gestion de l'enseignement supérieur, Fondation Ford, Johannesburg (Afrique du Sud)
- M. Salim **El-Hoss** (Liban) professeur d'économie à l'Université américaine de Beyrouth, et ancien Premier Ministre du Liban
- M. Donald **Gerth** (États-Unis d'Amérique), président de l'Université d'État de Californie à Sacramento (États-Unis), et président de l'Association internationale des recteurs d'université
- M. Genady Nikolaevich **Golubev** (Fédération de Russie), chef du département de géographie physique et de géoécologie mondiale à la faculté de géographie de l'Université d'État de Moscou
- Mme Françoise **Héritier** (France), directrice du Laboratoire d'anthropologie sociale de l'École des hautes études en sciences sociales, Collège de France
- M. Risto **Ihamuotila** (Finlande), chancelier de l'Université d'Helsinki
- Mme Aleksandra **Kornhauser** (Slovénie), directrice du Centre international d'études chimiques de l'Université de Ljubljana
- M. **Lin** Quan (Chine), secrétaire général du Ministère pour la science et la technologie, Beijing

Mme Graça **Machel** (Mozambique), présidente de la Fondation pour le développement communautaire, Mozambique

Mme Valeria **Merino-Dirani** (Équateur), directrice exécutive de la Corporacion Latinoamericana para el Desarrollo, Quito

M. Ahmadou Lamine **N'Diaye** (Sénégal), ancien Ministre Conseiller spécial du Président de la République sénégalaise et ancien recteur de l'Université Gaston-Berger de Saint-Louis

Mme Françoise **Thys-Clement** (Belgique), pro-recteur, Université libre de Bruxelles

M. Carlos **Tünnermann** Bernheim (Nicaragua), conseiller spécial auprès du Directeur général de l'UNESCO pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Managua

M. Wichit **Srisa-an** (Thaïlande), recteur de l'Université Suranaree de technologie

M. Chusei **Yamada** (Japon), professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université Waseda, Tokyo

Recteur

M. Hans van **Ginkel** (Pays-Bas)

Membres de droit

M. Kofi **Annan** (Ghana), Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

M. Koichiro **Matsuura** (Japon), Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Paris

M. Marcel **Boisard** (Suisse), Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, Genève